

*Veillez fournir des détails sur le présent rapport*

|   |   |
|---|---|
| <b>Partie contractante</b>  | République Démocratique du Congo  |
| Correspondant national  |   |
| <b>Nom complet de l'institution:</b>  | Secrétariat Exécutif du Comité Interministériel de suivi des décisions de Rio (C.I.C.)  |
| Nom et titre de l'administrateur responsable:                                     | KASULU SEYA MAKONGA   |
| <b>Adresse:</b>   | 15, avenue Papa Ileo (ex des Cliniques)<br>B.P. 12348 Kinshasa I<br>Commune de la Gombe, ville de Kinshasa, R.D.C.<br>ou B.P. 16.137 Kinshasa I, commune de la Gombe, Ville de Kinshasa . |
| <b>Téléphone:</b>   | 00243-9905957 (Celtel)<br>00243-12-34.390 (O.C.P.T.)  |
| <b>Fax:</b>   | 00243-88-43.675 (PNUD)  |
| <b>Courrier électronique:</b>   | <a href="mailto:iccn.pdg@ic.cd">iccn.pdg@ic.cd</a><br><a href="mailto:ipalaka@ic.cd">ipalaka@ic.cd</a>  |
| Administrateur responsable du rapport national (si différent du premier)          |   |
| Nom et titre de l'administrateur responsable:                                     | KAPA BATUNYI  |
| <b>Adresse:</b>   | SPIAF, 35 avenue Pumbu<br>Comme de la Gombe – Kinshasa – R.D.C.   |
| <b>Téléphone:</b>   | 00243-8919184   |
| <b>Fax:</b>   |   |
| <b>Courrier électronique:</b>   | franckapa@hotmail.com   |
| Signature   |   |
| <b>Signature de l'administrateur chargé de la soumission du rapport national:</b> |   |
| <b>Date de soumission:</b>  | 14 mai 2001   |

***Veillez donner des informations sommaires sur les types d'intervenants qui ont participé activement à la préparation de ce rapport ainsi que sur le matériel utilisé à cette occasion.***

Le rapport a été produit par un groupe d'experts dans différents domaines liés à la diversité biologiques, sous la supervision et la coordination de Secrétariat Exécutif chargé de la Coordination et du Suivi de la mise en œuvre des décisions de Rio.

Différents documents de base dont, le premier rapport national sur la mise en œuvre de la Convention sur la D.B., les rapports de séminaires sur la politique forestière et la stratégie nationale et Plan d'action de la biodiversité, etc... ont été mis à profit. Ceci a permis de donner un ordre de priorités sur les principaux enjeux liés à la mise en œuvre de la Convention et de déterminer les besoins de renforcement des capacités requis.

Un atelier de validation du rapport regroupant les principaux protagonistes dans la gestion des ressources biologiques a été organisé afin de mieux traduire les attentes et les aspirations de parties prenantes quant aux enjeux de gestion.

Auparavant, des copies du formulaire du rapport ont été distribuées aux personnes - ressources pour être remplies et une harmonisation a été faite lors de la séance de validation.

***Veillez fournir des informations pertinentes sur la situation de votre pays afin de faciliter la compréhension des réponses aux questions contenues dans ce rapport***

La République Démocratique du Congo est étendue sur près de 2.345.000 km<sup>2</sup>. A cheval sur l'équateur, elle s'étend entre 5°20' de latitude nord et 13°27' de latitude sud. Cette position lui confère une variété du point de vue de la flore et de la faune. En ces termes, la R.D.C. occupe la première place parmi les pays africains pour plusieurs groupes taxonomiques (421 espèces de mammifères, 1.086 espèces d'oiseaux, 152 espèces de serpents, 20 espèces de caméléons, 15 espèces de tortues terrestres et dulcicoles, 105 espèces de mollusques aquatiques, 167 espèces de chironomides aquatiques, plus de 1.000 espèces de papillons et plus de 10.000 espèces d'angiospermes dont 3.000 seraient endémiques)..

La conservation des ressources biologiques se conçoit essentiellement à travers le réseau d'aires protégées dont l'ensemble couvre environ 9,6 % de l'étendue nationale. En dehors de ces aires, seule la réglementation sur l'exploitation de ressources garantit leur utilisation rationnelle. Par manque des ressources appropriées, on constate malheureusement un laxisme dans l'application et le suivi de la réglementation ; occasionnant une exploitation irrationnelle qui compromet la pérennité des ressources en certains endroits. A la suite de la guerre que connaît le pays, même les ressources jadis protégées à travers les aires protégées notamment celles de l'Est, connaissent de plus en plus un pillage systématique (braconnage, déboisement, exploitation minière...)

Les codes de gestion de ressources biologiques, principalement hérités de la colonisation sont obsolètes et inappropriés aux contextes socio-économiques actuels. Des efforts sont de plus en plus déployés en vue de leur adaptation mais les ressources disponibles paraissent nettement insuffisantes tant pour la conception, l'élaboration que la mise en œuvre de stratégies développées.

Le pays est pourvu d'un réseau hydrographique dense qui couvre environ 86.000 km<sup>2</sup> représentée par trois systèmes (fluvial, lacustre et maritime) avec un potentiel halieutique estimé à quelques 707.000 tonnes. L'exploitation de celui, faite de façon artisanale et sans planification cohérente et à caractère non sélectif, est préjudiciable à la survie de certaines espèces dont certaines se raréfient ou carrément disparaissent dans leurs bitopes.

Des espèces améliorées ont été introduites en vue d'augmenter la productivité agricole sans mesures adéquates pour préserver les espèces indigènes et locales. Les produits forestiers non ligneux sont exploités sans tenir compte de leur potentiel et de leur capacité de régénération et l'exploitation minière, dont la potentialité reste encore énorme, se fait sans souci de préservation des ressources biologiques.

*La COP a établi des programmes de travail qui répondent à un certain nombre d'articles. Veuillez identifier la priorité relative accordée à chaque thème ainsi que la suffisance des ressources. Ceci permettra de mettre en contexte les informations sur l'application de chaque article. Vous trouvez également d'autres questions sur la mise en oeuvre du programme de travail à la fin de ces directives.*

**Écosystèmes des eaux intérieures**

|  |          |
|--|----------|
| 1. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?                           |          |
| a) Important   | <b>x</b> |
| b) Moyen   |          |
| c) Faible  |          |
| c) Pas applicable  |          |
| 2. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations? |          |
| a) Tout à fait suffisantes   |          |
| b) Suffisantes   |          |
| c) Limitées  |          |
| d) Très limitées   | <b>x</b> |

**Diversité biologique des zones marines et côtières**

|  |          |
|--|----------|
| 3. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?                           |          |
| a) Important   | <b>x</b> |
| b) Moyen   |          |
| c) Faible  |          |
| d) Pas applicable  |          |
| 4. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations? |          |
| a) Tout à fait suffisantes   |          |
| b) Suffisantes   |          |
| c) Limitées  |          |
| d) Très limitées   | <b>x</b> |

**Diversité biologique agricole**

|  |          |
|--|----------|
| 5. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail? |          |
| a) Important   |          |
| b) Moyen   | <b>x</b> |
| c) Faible  |          |
| d) Pas applicable  |          |

|  |          |
|--|----------|
| 6. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations? |          |
| a) Tout à fait suffisantes   |          |
| b) Suffisantes   |          |
| c) Limitées  |          |
| d) Très limitées   | <b>x</b> |

***Diversité biologique des forêts***

|   |          |
|---|----------|
| 7. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?                            |          |
| a) Important  | <b>x</b> |
| b) Moyen  |          |
| c) Faible   |          |
| d) Pas applicable   |          |
| 8. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations ? |          |
| a) Tout à fait suffisantes  |          |
| b) Suffisantes  |          |
| c) Limitées   |          |
| d) Très limitées  | <b>x</b> |

***Diversité biologique des terres arides et semi-arides***

|   |          |
|---|----------|
| 9. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à la mise en oeuvre de ce programme de travail?                            |          |
| a) Important  |          |
| b) Moyen  | <b>x</b> |
| c) Faible   |          |
| d) Pas applicable   |          |
| 10. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations? |          |
| a) Tout à fait suffisantes  |          |
| b) Suffisantes  |          |
| c) Limitées   |          |
| d) Très limitées  | <b>x</b> |

**Autres observations sur les programmes de travail et les priorités**

Les eaux intérieures couvrent environ 3 % de la superficie nationale et recèlent une faune ichtyologique variée. La connaissance de celle-ci est cependant fragmentaire et ne permet pas une planification pour son exploitation durable. Le cadre institutionnel de gestion encore mal défini, ne dispose pas de ressources suffisantes. D'importantes étendues de zones humides, constituant des habitats temporaires d'oiseaux migrateurs, ne bénéficient pas encore d'un plan de gestion.

Le pays dispose d'une quarantaine de km seulement de façade maritime. Les ressources qui s'y trouvent, en plus d'être mal connues faute d'investigations appropriées, sont soumises à une exploitation désordonnée. Les eaux sont de plus en plus polluée par des rejets résultant notamment de l'exploitation pétrolière.

Du point de vue agricole, le pays possède de fortes potentialités pour plusieurs cultures vivrières et industrielles. Cependant, l'agriculture a connu un déclin durant les deux dernières décennies à la suite d'une part, de manque et de la précarité des voies d'évacuation des produits et de la sensibilité de certaines cultures aux attaques d'insectes nuisibles et aux maladies d'autre part. Un effort est requis en vue de l'amélioration des espèces cultivées pour accroître leur résistance. Pour ce faire, il faudra envisager un programme de préservation des variétés traditionnelles et d'instauration de banques de gènes.

Les forêts pour leur part, constituent les écosystèmes naturels les plus importants du pays contenant une variété de la faune et de la flore. Elles subissent de plus en plus de pression anthropique dans l'exploitation notamment : exploitation de bois d'œuvre et d'industrie, bois de feu et de service ; exploitation des produits forestiers non ligneux, exploitation agricole, urbanisation, etc...

L'exploitation forestière de type sélectif, reste concentré sur une trentaine d'essences seulement sur les quelques 700 actuellement inventoriées. Le niveau de leur aménagement est globalement faible, de même que la participation des communautés locales dans la gestion.

D'une manière générale, les zones semi-arides et arides sont pratiquement restreintes dans le pays. Mais les perturbations sur le régime des pluies actuellement observées dans certaines contrées, de surcroît peuplées, demande qu'une attention particulière y soit accordée.

**Article 5 Coopération**

|   |   |                |  |                  |   |
|---|---|----------------|--|------------------|---|
| 11. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé  | x | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 12. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes   |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|   |   |                |  | d) Très limitées | x |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |   |                |  |                  |   |
| L'écosystème du bassin du Congo est particulièrement important et nécessite des actions concertées entre différents pays qui se le partage afin d'asseoir une stratégie de gestion qui garantit la pérennité des ressources. La part la plus importante de ce massif est détenue par la R.D.C. et requiert des ressources conséquentes à sa dimension pour parvenir à une gestion cohérente et durable. |   |                |  |                  |   |
| 13. Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec d'autres Parties en ce qui concerne les zones situées au-delà de la juridiction de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique?   |   |                |  |                  |   |
| a) coopération bilatérale (précisez ci-dessous)   |   |                |  |                  |   |
| b) programmes internationaux (précisez ci-dessous)  |   |                |  | X                |   |
| c) accords internationaux (précisez ci-dessous)   |   |                |  |                  |   |

La R.D.C. est partie prenante du programme de gestion durable des ressources biologiques du bassin du Congo qui regroupe six pays de l'Afrique Centrale (Gabon, Cameroun, Congo, Guinée Equatoriale, République Centrafricaine, R.D.C.). Cette volonté a été matérialisée par l'élaboration d'un Plan d'Action Stratégique (PAS) et réaffirmée par la déclaration du Sommet de Chefs d'Etats tenu à Yaoundé en mars 1999. Le PAS accorde une importance particulière sur la gestion des ressources transfrontalières et partagées par la mise en commun des moyens et des ressources requises en vue d'une gestion durable. Dans ce cadre, des études sont menées en vue d'une mise en cohérence de politiques de gestion.

**Décision IV/4. Etat et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options pour leur conservation et leur utilisation durable**

|   |   |
|---|---|
| 14. Votre pays a-t-il mis en place une coopération efficace, par le biais d'accords bilatéraux et multilatéraux, pour la gestion durable de bassins versants, des bassins de captation et des bassins fluviaux transfrontaliers, ainsi que des espèces migratrices? |   |
| a) non  | x |
| c) oui - de façon limitée   |   |
| d) oui - de façon importante  |   |
| d) pas applicable   |   |

**Décision IV/15. Relations entre la CBD et les Conventions relatives à la biodiversité, les accords internationaux, les institutions et les processus correspondants**

|   |   |
|---|---|
| 15. Votre pays a-t-il développé des méthodes de gestion pour les zones transfrontières protégées? |   |
| a) non  |   |
| c) oui - de façon limitée   | x |
| d) oui - de façon importante  |   |
| d) pas applicable   |   |

**Décision V/21. Coopération avec d'autres Organismes**

|   |   |
|---|---|
| 16. Votre pays a-t-il mis en place une collaboration efficace avec l'Année internationale de l'observation de la diversité biologique de DIVERSITAS, et a-t-il assuré une complémentarité avec l'initiative que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique prévoient d'entreprendre afin de promouvoir le savoir scientifique et la sensibilisation du public au rôle crucial de la biodiversité pour le développement durable? |   |
| b) non  | x |
| b) non - dans une moindre mesure  |   |
| c) oui- dans une large mesure   |   |

**Décision V/27. Contribution de la Convention sur la diversité biologique à l'étude décennale sur les progrès accomplis depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement**

|   |   |
|---|---|
| 17. Votre pays prévoit-il de souligner et de mettre l'accent sur les questions de diversité biologique dans le cadre de sa contribution à l'étude décennale des progrès accomplis depuis le Sommet de la Terre? |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |

**Autres observations sur l'application de cet article**

|  |
|--|
| <p>La R.D.C. fait frontière avec 9 pays. Les limites sont soit naturelles (cours d'eau), soit tracées artificiellement de sorte que celles relatives aux écosystèmes débordent généralement les limites nationales. D'où l'impérieuse nécessité d'étendre la gestion de ceux-ci au-delà des limites nationales à travers la coopération. Un premier effort est fait dans le cadre de la gestion des ressources du bassin du Congo et celui devrait s'intensifier pour les aires protégées frontalières en mettant sur pied des politiques concertées de gestion.</p> |
|--|

**Article 6 Mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable**

|   |   |                |  |                  |   |
|---|---|----------------|--|------------------|---|
| 18. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé  | x | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 19. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes   |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|   |   |                |  | d) Très limitées | x |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |   |                |  |                  |   |
| <p>La R.D.C. s'investit à assurer une large couverture des aires protégées (jusqu'à 15 % de la superficie nationale) qui inclut les différents types d'écosystèmes rencontrés. Le pays prévoit une refonte de son cadre institutionnel et de son cadre législatif afin de parvenir à une gestion durable des ressources. Une politique forestière adaptée est en formulation dans le cadre de l'exploitation des ressources forestières. De même, le code forestier est entrain d'être révisé.</p> <p>Chaque aire protégée devra dans l'avenir disposer d'un plan directeur et de gestion et l'exploitation des ressources forestières en dehors des aires protégées menées suivant des principes d'aménagement qui garantit leur pérennité. Le zonage du territoire national devra tenir compte des vocations prioritaires (établies à l'issue du diagnostic socio-économique) et maintenir un domaine forestier permanent soumis à un aménagement durable des ressources.</p> |   |                |  |                  |   |
| 20. Quel est le statut de votre stratégie nationale en matière de diversité biologique (6a)?  |   |                |  |                  |   |
| a) néant  |   |                |  |                  |   |
| b) première étape d'établissement   |   |                |  |                  |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |                |  |                  |   |
| d) établi <sub>1</sub>  |   |                |  |                  | x |
| e) établi et adopté <sub>2</sub>  |   |                |  |                  |   |
| f) rapports de mise en oeuvre disponibles   |   |                |  |                  |   |
| 21. Quel est le statut de votre plan d'action en matière de diversité biologique (6a)?  |   |                |  |                  |   |
| a) néant  |   |                |  |                  |   |
| b) première étape d'établissement   |   |                |  |                  |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |                |  |                  |   |
| d) établi <sub>2</sub>  |   |                |  |                  | x |
| e) établi et adopté <sub>2</sub>  |   |                |  |                  |   |
| f) rapports de mise en oeuvre disponibles   |   |                |  |                  |   |
| 22. Votre plan d'action/stratégie national couvre t-il tous les articles de la Convention (6a)? (6a)?   |   |                |  |                  |   |
| a) seulement quelques articles  |   |                |  |                  |   |
| b) la plupart des articles  |   |                |  |                  | x |
| b) tous les articles  |   |                |  |                  |   |

1/ Veuillez inscrire les informations demandées à la dernière page des présentes lignes indicatrices.

|  |   |
|--|---|
| 23. Votre plan d'action/stratégie national couvre t-il l'intégration d'autres activités sectorielles (6b)? |   |
| a) non   |   |
| b) certains secteurs   |   |
| c) les principaux secteurs   | x |
| d) tous les secteurs   |   |

**Décision II/7 et décision III/9 Examen des Articles 6 et 8**

**la Convention**

|  |      |
|--|------|
| 24. Des mesures sont-elles prises pour l'échange d'informations et le partage d'expérience sur le processus de planification des mesures nationales avec d'autres Parties contractantes? |      |
| a) peu ou pas de mesure  | x    |
| b) partage de stratégies, de plans et/ou d'études de cas   |      |
| c) réunions régionales   |      |
| 25. Tous les plans d'action/stratégies nationaux de votre pays comprennent-ils un élément de coopération internationale?   |      |
| a) non   |      |
| b) oui   | x    |
| 26. Votre plan d'action/stratégie national est-il coordonné avec ceux des pays avoisinants?  |      |
| a) non   | x    |
| b) pourparlers bilatéraux/multilatéraux en cours   |      |
| c) coordination dans certains secteurs/domaines thématiques  |      |
| d) entièrement coordonné   |      |
| e) non applicable  |      |
| 27. Votre pays a-t-il établi des cibles mesurables dans le cadre de vos stratégies/plans d'action nationaux?   |      |
| a) non   | x    |
| b) première étape d'établissement  |      |
| c) étape avancée d'établissement   |      |
| d) programme mis en place  |      |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles  |      |
| <b>Si vous êtes un pays Partie en développement ou une Partie avec une économie en transition</b>  |      |
| 28. Votre pays a-t-il reçu un appui du mécanisme de financement pour la préparation des stratégies/plans d'action nationaux?   |      |
| a) non   |      |
| b) oui   | x    |
| Dans l'affirmative, quelle a été l'agence d'exécution (PNUD, PNUE ou Banque mondiale)?   | PNUD |

**Décisions III/21. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les autres conventions relatives à la biodiversité**

|  |   |
|--|---|
| 29. Est-ce que les correspondants nationaux de la CBD et les autorités compétentes de la Convention de Ramsar, de la Convention de Bonn et de la CITES travaillent à l'application de ces conventions de façon à éviter de faire le travail en double. |   |
| a) non   |   |
| b) non - dans une moindre mesure   | X |
| c) oui- dans une large mesure  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

La stratégie nationale de la D.B., assortie d'un plan d'action a été produit (juin 1999) suivant une approche participative ayant associé les principaux protagonistes impliqués dans la gestion des ressources biologiques. Un consensus a été obtenu quant à la détermination des priorités (stratégies et actions). Le document produit est en phase d'adoption par le Gouvernement. A l'issue de son adoption, une table ronde de bailleurs de fonds sera organisée dans le cadre de la recherche de financement pour la mise en œuvre du Plan d'action.

Afin d'éviter un travail en double avec les autres conventions qui y sont liées ; une plate-forme de concertation est mise en place et est coordonnée par le Secrétariat exécutif du Comité Interministériel de Coordination et de suivi des décisions de Rio (CIC).

Un document de projet ainsi qu'une demande de financement ont été formulés en vue de l'évaluation de besoins de renforcement des capacités nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie et du Plan d'action dans le cadre de la procédure accélérée de financement par le FEM.

**Article 7 Identification et surveillance**

|  |   |                |  |             |   |
|--|---|----------------|--|-------------|---|
| 30. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |   |                |  |             |   |
| a) Elevé   | X | b) Moyen       |  | c) Faible   |   |
| 31. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |   |                |  |             |   |
| a) Bonnes  |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées | X |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |   |                |  |             |   |
| <p>La R.D.C. dispose d'une carte forestière synthèse et un centre national pour l'information environnementale a été mis sur pied et a pour mandat de constituer une banque des données sur les ressources biologiques et de réaliser une cartographie multitemporelle dans le cadre du suivi de la couverture végétale. Un système de comptabilisation des données sur l'exploitation forestière est en train d'être mis en place. Néanmoins, faute des réalisations des inventaires appropriées, l'identification des espèces menacées et rares et faite de façon empirique.</p> |   |                |  |             |   |
| 32. Votre pays dispose-t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau des espèces (7a)?   |   |                |  |             |   |
| a) activité minimale   |   |                |  | X           |   |
| b) pour les groupes clés (tels que les espèces menacées ou endémiques) ou les indicateurs  |   |                |  |             |   |
| c) pour une gamme de groupes majeurs   |   |                |  |             |   |
| d) pour une gamme complète d'espèces   |   |                |  |             |   |
| 33. Votre pays dispose-t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau des écosystèmes (7a)?   |   |                |  |             |   |
| a) activité minimale   |   |                |  | X           |   |
| b) seulement pour les écosystèmes présentant un intérêt particulier  |   |                |  |             |   |
| c) pour les principaux écosystèmes   |   |                |  |             |   |
| d) pour une gamme complète d'écosystèmes   |   |                |  |             |   |
| 34. Votre pays dispose t-il d'un programme d'inventaire en vigueur au niveau génétique (7a)?   |   |                |  |             |   |
| a) activité minimale   |   |                |  | X           |   |
| b) programme mineur dans certains secteurs   |   |                |  |             |   |
| c) programme majeur dans certains secteurs   |   |                |  |             |   |
| d) programme majeur dans tous les secteurs pertinents  |   |                |  |             |   |
| 35. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau des espèces (7a)?  |   |                |  |             |   |
| a) activité minimale   |   |                |  | X           |   |
| b) pour les groupes clés (tels que les espèces menacées ou endémiques) ou les indicateurs  |   |                |  |             |   |
| c) pour une gamme de groupes majeurs   |   |                |  |             |   |
| d) pour une gamme complète d'espèces   |   |                |  |             |   |

|   |   |
|---|---|
| 36. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau des écosystèmes (7b)?           |   |
| a) activité minimale  | x |
| b) seulement pour les écosystèmes présentant un intérêt particulier   |   |
| c) pour les principaux écosystèmes  |   |
| d) pour une gamme complète d'écosystèmes  |   |
| 37. Votre pays dispose-t-il d'un programme de surveillance en vigueur au niveau génétique (7b)?                 |   |
| a) activité minimale  | x |
| b) programme mineur dans certains secteurs  |   |
| c) programme majeur dans certains secteurs  |   |
| d) programme majeur dans tous les secteurs pertinents   |   |
| 38. Votre pays a-t-il identifié les activités qui ont des incidences néfastes sur la diversité biologique (7c)? |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'examen et d'évaluation  |   |
| c) étape avancée d'examen et d'évaluation   |   |
| d) examen et évaluation terminés  |   |
| e) rapports sur les résultats disponibles   |   |
| 39. Votre pays surveille-il ces activités et leurs effets (7c)?   |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'établissement de programme  |   |
| c) étape avancée d'établissement de programme   |   |
| d) programme mis en place   |   |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles   |   |
| 40. Votre pays coordonne-t-il la collecte et la gestion d'informations au niveau national (7d)?                 |   |
| a) non  |   |
| b) première étape d'établissement de programme  | x |
| c) étape avancée d'établissement de programme   |   |
| d) programme mis en place   |   |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles   |   |

**Décision III/10 Identification, surveillance et évaluation**

|  |   |
|--|---|
| 41. Votre pays a-t-il identifié des indicateurs nationaux de diversité biologique? |   |
| a) non   | x |
| b) évaluation d'indicateurs potentiels en cours                                    |   |
| c) indicateurs identifiés (dans ce cas, donnez une description ci-après)           |   |

|   |   |
|---|---|
| 42. Votre pays applique-t-il des techniques d'évaluation rapide et de télédétection?  |   |
| a) non  |   |
| b) première étape d'établissement de programme  | x |
| c) étape avancée d'établissement de programme   |   |
| d) programme mis en place   |   |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles   |   |
| 43. Votre pays a-t-il adopté une démarche par étape pour la mise en oeuvre de l'Article 7 en mettant d'abord l'accent sur l'identification des éléments de la diversité biologique (7a) et sur les activités qui ont des effets nocifs sur ces éléments (7c)? |   |
| a) non  | x |
| b) pas approprié au contexte national   |   |
| c) oui  |   |
| 44. Votre pays coopère-t-il avec d'autres Parties contractantes dans des projets pilotes de démonstration sur l'application de méthodologies d'évaluation et d'indicateurs?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui (dans l'affirmative, donnez des détails ci-après)  |   |
| 45. Votre pays a-t-il préparé et mis à la disposition d'autres Parties contractantes des rapports sur toute expérience d'application de méthodologies d'évaluation?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 46. Votre pays cherche-t-il rendre plus largement disponibles les informations taxonomiques qu'il détient dans ses collections?   |   |
| a) pas de collections pertinentes   |   |
| b) aucune mesure  | x |
| c) oui (dans l'affirmative, donnez des détails ci-après)  |   |

**Décision V/7. Identification, surveillance, évaluation, et indicateurs**

|  |   |
|--|---|
| 47. Votre pays a-t-il mis en place une coopération active avec les pays avoisinants en matière d'indicateurs, de surveillance et d'évaluation?             |   |
| a) non   | x |
| b) coopération limitée   |   |
| c) coopération importante sur certaines questions  |   |
| d) coopération importante sur de nombreuses questions  |   |
| 48. Votre pays a-t-il fourni des études de cas en matière de développement et d'application de programmes d'évaluation, de surveillance, et d'indicateurs? |   |
| a) non   | x |
| b) oui - études fournies au Secrétariat  |   |
| c) oui - études fournies par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| d) oui - études fournies par d'autres moyens (veuillez préciser)   |   |

|   |   |
|---|---|
| 49. Votre pays apporte t-il son aide à d'autres Parties afin de les aider à augmenter leurs capacités à développer des programmes d'indicateurs et de surveillance? |   |
| a) non  | x |
| b) formation  |   |
| c) soutien direct   |   |
| d) partage d'expérience   |   |
| e) autre (Expliquez)  |   |

***Autres observations sur l'application de cet article***

L'application de cet article requiert que des études appropriées soient menées au niveau des écosystèmes afin d'identifier les espèces menacées pour lesquelles un programme approprié de préservation doit être établi. Par ailleurs, il faudra développer et mettre en œuvre des indicateurs en vue de l'évaluation du niveau de surveillance des espèces et des écosystèmes.

**Décisions en matière de taxonomie**

**Décision IV/1 Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA [en partie]**

|  |   |
|--|---|
| 50. Votre pays a-t-il fait une évaluation des besoins nationaux en matière de taxonomie et/ou organisé des ateliers pour déterminer les priorités du pays dans ce domaine?                                       |   |
| a) non   | x |
| b) première étape d'évaluation   |   |
| c) étape avancée d'évaluation  |   |
| d) évaluation terminée   |   |
| 51. Votre pays a-t-il établi un plan d'action national en matière de taxonomie?  |   |
| a) non   | x |
| b) première étape d'établissement  |   |
| c) étape avancée d'établissement   |   |
| d) plan d'action mis en place  |   |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles  |   |
| 52. Votre pays met-il à disposition les ressources appropriées pour améliorer la disponibilité des informations taxonomiques?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui, mais pas suffisamment  |   |
| c) oui, complètement   |   |
| 53. Votre pays encourage-t-il les occasions de formation et d'emploi à l'échelle bilatérale et multilatérale pour les taxonomistes, en particulier pour ceux qui se spécialisent dans les organismes peu connus? |   |
| a) non   | x |
| b) quelques occasions  |   |
| c) de nombreuses occasions   |   |
| 54. Votre pays investit-il à long terme dans la mise en place de l'infrastructure appropriée pour les collections taxonomiques du pays?  |   |
| a) non   | x |
| b) certains investissements  |   |
| c) d'importants investissements  |   |
| 55. Votre pays encourage-t-il l'établissement de partenariat entre les institutions taxonomiques dans les pays développés et les pays en développement?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui - politique énoncée   |   |
| c) oui - programme national systématique   |   |
| 56. Votre pays a-t-il adopté des niveaux quelconques de structure internationalement convenus pour abriter les collections?  |   |
| a) non   | x |
| b) à l'étude   |   |
| c) en cours de mise en oeuvre par certaines collections  |   |
| d) en cours de mise en oeuvre par toutes les grandes collections   |   |

|   |   |
|---|---|
| 57. Votre pays a-t-il mis sur pied des programmes de formation en matière de taxonomie?   |   |
| a) non  |   |
| b) quelques-uns   | x |
| c) un grand nombre  |   |
| 58. Votre pays a-t-il rendu compte des mesures adoptées pour renforcer les capacités nationales en matière de taxonomie, pour désigner des centres nationaux de référence, et pour mettre les informations abritées dans les collections à la disposition des pays d'origine? |   |
| a) non  | x |
| b) oui - rapport national précédent   |   |
| c) oui - CENTRE D'ÉCHANGE   |   |
| d) oui - autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)   |   |
| 59. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la stabilité financière et administrative des institutions responsables des inventaires de la diversité biologique et des activités taxonomiques?   |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) oui pour certaines institutions  |   |
| d) oui pour toutes les grandes institutions   |   |
| 60. Votre pays a-t-il aidé les institutions taxonomiques à établir des consortiums pour mener des projets régionaux?  |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) oui - de façon limitée   |   |
| c) oui - de façon importante  |   |
| 61. Votre pays a-t-il accordé une attention particulière au financement international de bourses pour des spécialistes étudiant à l'étranger ou pour attirer des experts internationaux dans des stages nationaux ou régionaux?   |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) oui - de façon limitée   |   |
| d) oui - de façon importante  |   |
| 62. Votre pays a-t-il établi des programmes de recyclage pour permettre à des spécialistes compétents de se réorienter vers des domaines liés à la taxonomie?   |   |
| a) non  | x |
| b) quelques-uns   |   |
| c) un grand nombre  |   |

**Décision V/9. Initiative mondiale en matière de taxonomie: Mise en œuvre et progression des suggestions d'actions**

|  |   |
|--|---|
| 63. Votre pays a-t-il identifié ses besoins d'informations dans le domaine de la taxonomie, et a-t-il évalué sa capacité nationale à y répondre?   |   |
| a) non   | x |
| b) évaluation de base  |   |
| c) évaluation approfondie  |   |
| 64. Votre pays a-t-il établi ou regroupé des centres de références taxonomiques?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 65. Votre pays a-t-il travaillé sur le renforcement de ses capacités en matière de recherche taxonomique?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 66. Votre pays a-t-il communiqué au Secrétaire exécutif des informations sur les programmes, projets ou initiatives de projets pilotes dans le cadre de l'Initiative mondiale en matière de Taxonomie? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 67. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national pour l'Initiative mondiale en matière de taxonomie qui serait en contact avec d'autres correspondants nationaux?                                 |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 68. Votre pays a-t-il participé au développement de réseaux régionaux afin de faciliter le partage des informations sur l'Initiative mondiale en matière de taxonomie ?                                |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie avec une économie en transition -  |   |
| 69. Votre pays a-t-il fait appel à des ressources par l'intermédiaire du mécanisme financier pour les actions prioritaires identifiées dans cette décision ?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui, mais sans succès   |   |
| c) oui, avec succès  |   |

*Autres observations sur l'application de cet article*

Les activités taxonomiques sont pratiquement inexistantes dans le pays. La formation universitaire, accordée à ce domaine, ne porte pas sur une spécialisation et la taxonomie apparaît plutôt comme une branche liée aux domaines de l'agriculture, de la biologie et de la foresterie. Les études de référence menées en taxonomie datent de l'époque coloniale et le pays aurait un besoin important de formation de spécialistes en ce domaine. Les quelques collections taxonomiques conservées dans les herbarias et musées nationaux sont dans un piètre état.

**Article 8 Conservation in situ [Articles 8h et 8j exclus]**

|   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 70. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé  | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 71. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes   | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|   |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| <p>La R.D.C. estime que la Conservation in situ constitue le moyen le plus efficace de préserver ses ressources naturelles et compte étendre son réseau d'aires protégées sur 15 % de la couverture nationale. Celui-ci devrait être représentatif de principaux types d' écosystèmes rencontrés dans le pays. Toutefois, le réseau actuellement établi souffre d'une insuffisance de gestion due aux ressources très limitées ; ce qui compromet d'ailleurs l'extension du réseau.</p> |                                     |                |                          |                  |                                     |

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 72. Votre pays a-t-il mis sur pied un système de zones protégées visant à conserver la diversité biologique (8a)?   |                                     |
| a) système en cours d'établissement   | <input type="checkbox"/>            |
| b) examen national disponible sur la couverture des zones protégées   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) plan national sur les systèmes de zones protégées mis en place   | <input type="checkbox"/>            |
| d) système relativement complet mis en place  | <input type="checkbox"/>            |
| 73. Existe-t-il des lignes directrices nationales adoptées pour le choix, la création et la gestion des zones protégées (8b)?   |                                     |
| a) non  | <input type="checkbox"/>            |
| b) non, en cours de développement   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) oui  | <input type="checkbox"/>            |
| d) oui, à l'étude   | <input type="checkbox"/>            |
| 74. Votre pays réglemente-t-il ou gère-t-il des ressources biologiques présentant une importance pour la conservation de la diversité biologique, dans le but d'en assurer la conservation et l'utilisation durable (8c)? |                                     |
| a) non  | <input type="checkbox"/>            |
| b) première phase d'établissement   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) phase avancée d'établissement  | <input type="checkbox"/>            |
| d) programme ou politique en place  | <input type="checkbox"/>            |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles   | <input type="checkbox"/>            |

|  |   |
|--|---|
| 75. Votre pays a-t-il pris des mesures pour favoriser la protection des écosystèmes et des habitats naturels, ainsi que pour le maintien de populations viables d'espèces dans leur milieu naturel (8d)?                                     |   |
| a) non   |   |
| b) certaines mesures en place  | x |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| 76. Votre pays a-t-il pris des mesures pour promouvoir un développement durable et écologiquement rationnel dans les zones adjacentes aux zones protégées (8e)?  |   |
| a) non   |   |
| b) certaines mesures en place  | x |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| 77. Votre pays a-t-il pris des mesures pour remettre en état et restaurer les écosystèmes dégradés (8f)?   |   |
| a) non   | x |
| b) certaines mesures en place  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| 78. Votre pays a-t-il pris des mesures pour favoriser la reconstitution des espèces menacées (8f)?   |   |
| a) non   | x |
| b) certaines mesures en place  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| 79. Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer, gérer ou maîtriser les risques associés à l'utilisation et à la libération d'organismes vivants et modifiés résultant de la biotechnologie (8g)?                                    |   |
| a) non   | x |
| b) certaines mesures en place  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| 80. Votre pays a-t-il essayé d'instaurer les conditions nécessaires pour assurer la compatibilité entre les utilisations actuelles et la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable de ses éléments constitutifs (8i)? |   |
| a) non   | x |
| b) première étape d'établissement  |   |
| c) étape avancée d'établissement   |   |
| d) programme ou politique en place   |   |
| e) rapports de mise en oeuvre disponibles  |   |

|  |   |
|--|---|
| 81. Votre pays a-t-il formulé et maintenu en vigueur les dispositions législatives et autres dispositions réglementaires pour protéger les espèces et populations menacées (8k)?                                 |   |
| a) non   | x |
| b) première étape d'établissement  |   |
| c) étape avancée d'établissement   |   |
| d) législation ou autres mesures en place  |   |
| 82. Votre pays réglemente ou gère-t-il les processus pertinents ainsi que les catégories d'activités déterminés à l'Article 7 pouvant entraîner un effet défavorable important sur la diversité biologique (8l)? |   |
| a) non   | x |
| b) première étape d'établissement  |   |
| c) étape avancée d'établissement   |   |
| d) législation ou autres mesures en place  |   |
| Si vous êtes une Partie pays développé -   |   |
| 83. Votre pays coopère-t-il à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation <i>in situ</i> , notamment aux pays en développement (8m)?   |   |
| Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -   |   |
| 84. Votre pays reçoit-il un appui financier et autre pour la conservation <i>in situ</i> (8m)?   |   |
| a) non   |   |
| b) oui (dans l'affirmative, veuillez donner des détails ci-après)  | x |

**Décision II/7 Examen des Articles 6 et 8 de la Convention**

|   |   |
|---|---|
| 85. Des mesures sont-elles prises pour partager avec d'autres Parties contractantes l'information et l'expérience relatives à la mise en oeuvre du présent article? |   |
| a) peu de mesures ou aucune   | x |
| b) partage de documents et/ou d'études de cas   |   |
| c) réunions régionales  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

|   |
|---|
| <p>Le réseau d'aires protégées pour la conservation <i>in situ</i> couvre environ 9 % de l'étendue nationale actuellement. Ces aires ont jusqu'ici, un statut de conservation intégrale hérité de la colonisation et qui ne tient pas généralement compte de la participation des communautés locales dans la gestion. De plus en plus, apparaît l'importance et la nécessité de les intégrer pour garantir la gestion durable des ressources existantes. D'où l'impérieuse nécessité de concevoir et de mettre en application des dispositions législatives et réglementaires adaptées et de mettre en place des lignes directrices pour la création et la gestion des ces aires.</p> <p>Partie prenante à la Convention « CITES », le pays assure la protection des espèces menacées inscrites en ses annexes.</p> <p>Un financement de l'ordre de 6,3 millions de dollars US a été accordé par le FEM en vue de la réhabilitation des aires protégées de la R.D.C. Le processus du déblocage de ce fonds est en cours.</p> |
|---|

**Article 8h Espèces exotiques**

|   |  |                |   |                  |   |
|---|--|----------------|---|------------------|---|
| 86. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |  |                |   |                  |   |
| a) Elevé  |  | b) Moyen       | x | c) Faible        |   |
| 87. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |  |                |   |                  |   |
| a) Bonnes   |  | b) Suffisantes |   | c) Limitées      |   |
|   |  |                |   | d) Très limitées | x |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |  |                |   |                  |   |
| <p>Peu d'espèces exotiques forestières ont été introduites et les superficies des plantations réalisées sont restreintes et localisées. D'autres espèces végétales (herbacés notamment), introduites volontairement ou accidentellement sont devenues envahissantes.</p> <p>Dans les domaines agricoles, la quasi-totalité des espèces cultivées sont d'origine extérieure et il y existe donc peu de variétés ancestrales locales ; ce qui compromet les potentialités d'amélioration.</p> |  |                |   |                  |   |

|  |   |
|--|---|
| 88. Votre pays a-t-il identifié les espèces exotiques introduites?   |   |
| a) non   |   |
| b) seulement les principales espèces, source de préoccupation  | x |
| c) seulement les introductions nouvelles ou récentes   |   |
| d) un système complet détecte les nouvelles introductions  |   |
| e) un système complet détecte toutes les introductions connues   |   |
| 89. Votre pays a-t-il évalué les risques que l'introduction de ces espèces exotiques présente pour les écosystèmes, les habitats ou les espèces?                           |   |
| a) non   | x |
| b) seulement les principales espèces source de préoccupation   |   |
| c) la plupart des espèces exotiques ont été évaluées   |   |
| 90. Votre pays a-t-il pris des mesures pour empêcher d'introduire, contrôler ou éradiquer les espèces exotiques qui menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces? |   |
| a) non   | x |
| b) certaines mesures en place  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |

**Décision IV/1 Rapport et recommandations de la troisième réunion du SBSTTA**

|   |   |
|---|---|
| 91. Votre pays collabore-t-il à l'établissement de projets aux niveaux national, régional, sous-régional et international pour traiter la question des espèces exotiques? |   |
| a) peu de mesures ou aucune   | x |
| b) pourparlers en cours sur des projets potentiels  |   |
| c) travaux effectifs d'établissement de nouveaux projets  |   |
| 92. Votre plan d'action/stratégie national couvre-t-il la question des espèces exotiques?   |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |

**Décision V/8. Espèces exotiques constituant une menace pour les écosystèmes, les habitats et les espèces**

|   |   |
|---|---|
| 93. Votre pays applique t-il les principes directeurs préliminaires visant à prévenir et à atténuer les effets des espèces exotiques dans le cadre d'activités visant à appliquer l'article 8(h) de la Convention, et dans d'autres secteurs? |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) application limitée dans certains secteurs   |   |
| d) application importante dans certains secteurs  |   |
| e) application importante dans la plupart des secteurs  |   |
| 94. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des études de cas portant sur des évaluations thématiques?  |   |
| a) non  | x |
| b) en préparation   |   |
| c) oui  |   |
| 95. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire Exécutif des commentaires par écrit sur les principes directeurs préliminaires?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 96. Votre pays accorde t-il la priorité au développement et à l'application de plans d'action et de stratégie contre les espèces exotiques envahissantes?   |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 97. Dans le cadre du problème des espèces exotiques envahissantes, votre pays a-t-il développé ou s'est t-il impliqué dans les mécanismes de coopération internationale, y compris dans l'échange de meilleures pratiques?                    |   |
| a) non  | x |
| b) coopération transfrontalière   |   |
| c) coopération régionale  |   |
| d) coopération multilatérale  |   |

|   |   |
|---|---|
| 98. Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays accorde t-il la priorité aux écosystèmes isolés sur le plan géographique ou sur le plan évolutif?                  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 99. Dans le cadre de son travail sur les espèces exotiques envahissantes, votre pays utilise t-il de façon adéquate l'approche fondée sur les écosystèmes et l'approche de précaution biogéographique ? |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 100. Votre pays a-t-il pris des mesures d'éducation, de formation, et de sensibilisation du public efficaces concernant le problème des espèces envahissantes?  |   |
| a) non  | x |
| b) quelques initiatives   |   |
| c) de nombreuses initiatives  |   |
| 101. Votre pays met-il à disposition les informations qu'il détient sur les espèces exotiques par l'intermédiaire du Centre d'échange?  |   |
| a) non  | x |
| b) quelques informations  |   |
| c) toutes les informations disponibles  |   |
| d) informations disponibles sur d'autres supports (veuillez préciser)   |   |
| 102. Votre pays apporte t-il son soutien au Programme mondial sur les espèces envahissantes afin d'accomplir les tâches décrites dans la décision et ses annexes?                                       |   |
| a) non  | x |
| b) soutien limité   |   |
| c) soutien important  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

Les principales étapes pré-requises à l'application de cet article concernent : l'évaluation exhaustive de ces espèces et de leur distribution géographique au plan national, l'élaboration et l'application des mesures adéquates pour leur gestion et contrôle.

**Article 8j Connaissances traditionnelles et dispositions connexes**

|  |                                     |                |                          |             |                          |                  |                                     |
|--|-------------------------------------|----------------|--------------------------|-------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 103. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |                                     |                |                          |             |                          |                  |                                     |
| a) Elevé   | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible   | <input type="checkbox"/> |                  |                                     |
| 104. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |                                     |                |                          |             |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes  | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées | <input type="checkbox"/> | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |                                     |                |                          |             |                          |                  |                                     |
| Par le passé, les ancêtres ont su conserver et préserver les ressources naturelles en maintenant un équilibre entre leur utilisation et leur conservation. Ces pratiques, pour la plupart, adaptées aux contextes culturels locaux ont été abandonnés au profit de celles dites modernes et qui ont par ailleurs, montrer leur limite. D'où l'impérieuse nécessité de les inventorier, de les capitaliser et de les revaloriser. |                                     |                |                          |             |                          |                  |                                     |

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 105. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer le respect, la préservation et le maintien des connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique? |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   | <input type="checkbox"/>            |
| 106. Votre pays oeuvre t-il à encourager le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques?  |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) première étape de mise en oeuvre   | <input type="checkbox"/>            |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  | <input type="checkbox"/>            |
| d) programme ou politique en place  | <input type="checkbox"/>            |

**Décision III/4 et Décision IV/9. Mise en oeuvre de l'Article 8 j**

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 107. Votre pays a-t-il établi une législation nationale et des stratégies correspondantes pour la mise en oeuvre de l'Article 8 j)? |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) première étape d'établissement   | <input type="checkbox"/>            |
| c) étape avancée d'établissement  | <input type="checkbox"/>            |
| d) législation ou autres mesures en place   | <input type="checkbox"/>            |

|  |   |
|--|---|
| 108. Votre pays a-t-il fourni de l'information sur la mise en oeuvre de l'Article 8j à d'autres Parties contractantes par des moyens tels que les rapports nationaux?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui - rapport national précédent  |   |
| c) oui - CENTRE D'ÉCHANGE  |   |
| d) oui - autres moyens (Veuillez donner des détails ci-après)  |   |
| 109. Votre pays a-t-il soumis des études de cas au Secrétaire exécutif concernant les mesures prises pour développer et mettre en oeuvre des dispositions de la Convention relatives aux communautés autochtones et locales? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 110. Votre pays participe-t-il aux travaux des groupes de travail et des réunions appropriés?  |   |
| a) aucun   |   |
| b) quelques-uns  | x |
| c) tous  |   |
| 111. Votre pays facilite-t-il la participation active de représentants des communautés autochtones et locales à ces groupes de travail et à ces réunions?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |

**Décision V/16. Article 8(j) et dispositions connexes**

|   |   |
|---|---|
| 112. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail décrit dans l'annexe de la décision et identifié la façon dont il faudrait appliquer ces tâches dans le contexte national?   |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) oui (Veuillez fournir des détails ci-après)  |   |
| 113. Votre pays a-t-il intégré ces tâches dans ses programmes permanents en tenant compte des opportunités de coopération identifiées?  |   |
| a) non  | x |
| b) pas adapté au contexte national  |   |
| c) oui - dans une moindre mesure  |   |
| d) oui - dans une large mesure  |   |
| 114. Votre pays prend t-il entièrement en compte les instruments, principes directeurs, codes, et autres activités pertinentes existant dans l'application du programme de travail? |   |
| a) non  | x |
| b) pas adapté au contexte national  |   |
| c) oui - dans une moindre mesure  |   |
| d) oui - dans une large mesure  |   |

|  |   |
|--|---|
| 115. Votre pays a-t-il fourni un soutien financier adéquat à la mise en œuvre du programme de travail?   |   |
| a) non   | x |
| b) pas adapté au contexte national   |   |
| c) oui - dans une moindre mesure   |   |
| d) oui - dans une large mesure   |   |
| 116. Votre pays a-t-il complètement intégré des femmes ou des groupes de femmes dans les activités entreprises pour mettre en oeuvre le programme de travail contenu dans l'annexe de la décision et toute autre activité pertinente de la Convention? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 117. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la participation active des communautés autochtones et locales dans l'application de la Convention ?   |   |
| a) non   | x |
| b) pas adapté au contexte national   |   |
| c) oui - dans une moindre mesure   |   |
| d) oui - dans une large mesure   |   |
| 118. Votre pays a-t-il fourni des études de cas sur les méthodes et les approches concernant la préservation et le partage des connaissances traditionnelles, et le contrôle de ces informations par les communautés autochtones et locales?           |   |
| a) non   | x |
| b) pas pertinent   |   |
| c) oui - fournies au Secrétariat   |   |
| d) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| e) oui - par d'autres moyens (veuillez préciser)   |   |
| 119. Votre pays partage t-il des informations ou des expériences sur la législation nationale ou toute autre mesure afin de sauvegarder les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés autochtones et locales?                    |   |
| a) non   | x |
| b) pas pertinent   |   |
| c) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| d) oui - avec certains pays  |   |
| e) oui - par d'autres moyens (veuillez préciser)   |   |
| 120. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la préservation des pratiques, des innovations et des connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales?  |   |
| a) non   | x |
| b) pas pertinent   |   |
| c) quelques mesures  |   |
| d) de nombreuses mesures   |   |

|   |   |
|---|---|
| 121. Votre pays, en collaboration avec les communautés autochtones et locales, a-t-il soutenu le développement de registres des connaissances traditionnelles, des innovations et des pratiques de ces dernières?   |   |
| a) non  | x |
| b) pas pertinent  |   |
| c) développement en cours   |   |
| d) registre établi  |   |
| 122. Des représentants des organisations des communautés autochtones et locales ont-ils participé, au sein de votre délégation officielle, aux réunions organisées dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique ?   |   |
| a) pas pertinent  |   |
| b) par opportun   | x |
| c) oui  |   |
| 123. Votre pays assiste-t-il le Secrétariat afin d'utiliser pleinement le mécanisme du Centre d'échange dans le but de coopérer étroitement avec les communautés autochtones et locales afin d'explorer les moyens qui leur permettraient de prendre des décisions éclairées en matière de diffusion des connaissances traditionnelles? |   |
| a) non  | x |
| b) en l'attente d'information sur la façon de procéder  |   |
| c) oui  |   |
| 124. Votre pays a-t-il identifié des sources de financement pour les activités décrites dans la décision?   |   |
| a) non  | x |
| b) pas pertinent  |   |
| c) en partie  |   |
| d) entièrement  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

L'application de l'article requiert une volonté politique manifeste pour prendre en compte les connaissances et autres pratiques des communautés autochtones et locales favorables à la gestion durable des ressources. Par ailleurs, l'image rétrograde accordé à ces pratiques par l'opinion publique devra être améliorée à travers des campagnes de sensibilisation, de formation et d'informations.

**Article 9 Conservation ex situ**

|   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 125. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé  | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 126. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes   | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|   |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| <p>La conservation ex-situ représente un moyen d'éducation et de formation de la population, notamment pour celle habitant hors et loin des écosystèmes naturels. Elle constitue par excellence un cadre de préservation des espèces menacés dans leurs milieux naturels.</p> |                                     |                |                          |                  |                                     |

|  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| 127. Votre pays a-t-il adopté de mesures pour conserver <i>ex situ</i> des éléments constitutifs de la diversité biologique originaires de votre pays (9a)?  |                                     |
| a) non   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place  | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude  | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place  | <input type="checkbox"/>            |
| 128. Votre pays a-t-il adopté des mesures pour conserver <i>ex situ</i> des éléments constitutifs de la diversité biologique provenant de l'extérieur de votre pays (9a)?  |                                     |
| a) non   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place  | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude  | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place  | <input type="checkbox"/>            |
| 129. Dans l'affirmative, une telle conservation se fait-elle en collaboration active avec des organisations des autres pays (9a)?  |                                     |
| a) non   | <input type="checkbox"/>            |
| b) oui   | <input type="checkbox"/>            |
| 130. Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation <i>ex situ</i> et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires de votre pays (9b)? |                                     |
| a) non   | <input type="checkbox"/>            |
| b) oui - dans une moindre mesure   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) oui - dans une large mesure   | <input type="checkbox"/>            |

|   |   |
|---|---|
| 131. Votre pays a-t-il mis en place et entretenu des installations de conservation <i>ex situ</i> et de recherche pour les plantes, les animaux et les micro-organismes qui représentent des ressources génétiques originaires d'un autre pays (9b)?                                    |   |
| a) non  | x |
| b) oui - dans une moindre mesure  |   |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 132. Dans l'affirmative, une telle conservation se fait-elle en collaboration active avec des organisations des autres pays (9a)?   |   |
| a) non  |   |
| b) oui  |   |
| 133. Votre pays a-t-il adopté des mesures en vue d'assurer la réintroduction des espèces menacées dans leur habitat naturel dans de bonnes conditions (9c)?   |   |
| a) non  | x |
| b) certaines mesures en place   |   |
| c) mesures potentielles à l'étude   |   |
| d) mesures complètes mises en place   |   |
| 134. Votre pays a-t-il pris des mesures pour réglementer et gérer la collecte des ressources biologiques dans les habitats naturels aux fins de la conservation <i>ex situ</i> de manière à éviter que soient menacés les écosystèmes et les populations d'espèces <i>in situ</i> (9d)? |   |
| a) non  | x |
| b) certaines mesures en place   |   |
| c) mesures potentielles à l'étude   |   |
| d) mesures complètes mises en place   |   |
| Si vous êtes une Partie pays développé -  |   |
| 135. Votre pays a-t-il coopéré à l'octroi d'un appui financier et autre pour la conservation <i>ex situ</i> et à la création et au maintien de moyens de conservation <i>ex situ</i> dans les pays en développement (9e) ?  |   |
| Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -  |   |
| 136. Votre pays a-t-il reçu un appui financier et autre pour la conservation <i>ex situ</i> et pour la création et le maintien de moyens de conservation <i>ex situ</i> (9e)?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

La conservation *ex situ* se fait à travers les jardins zoologiques et botaniques. Il existe actuellement 3 jardins zoologiques et trois jardins botaniques dans les pays et la quasi-totalité des espèces introduites l'ont été à l'époque coloniale. Faute des ressources appropriées, le nombre des espèces conservées est en nette régression. Aucune banque de gènes dignes de ce nom existe dans le pays.

**Article 10 Utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique**

|  |                                     |                |                          |                  |                                     |
|--|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 137. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé   | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 138. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes  | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|  |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| La R.D.C. accorde une importance particulière au maintien de la diversité des espèces et envisage des mesures de gestion appropriées pour y parvenir. Toutefois, des ressources intérieures requises paraissent nettement insuffisante pour réaliser les moyens de sa politique. |                                     |                |                          |                  |                                     |

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 139. Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources biologiques dans le processus décisionnel national (10a)?                                   |                                     |
| a) non  | <input type="checkbox"/>            |
| b) première étape de mise en oeuvre   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  | <input type="checkbox"/>            |
| d) programme ou politique en place  | <input type="checkbox"/>            |
| e) analyse de la mise en oeuvre disponible  | <input type="checkbox"/>            |
| 140. Votre pays a-t-il adopté des mesures concernant l'utilisation des ressources biologiques pour éviter ou atténuer les effets défavorables sur la diversité biologique (10b)?                                    |                                     |
| a) non  | <input type="checkbox"/>            |
| b) certaines mesures en place   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) mesures potentielles à l'étude   | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   | <input type="checkbox"/>            |
| 141. Votre pays a-t-il mis en place des mesures pour protéger et encourager l'usage coutumier des ressources biologiques compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable (10c)? |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   | <input type="checkbox"/>            |

|  |   |
|--|---|
| 142. Votre pays a-t-il mis en place des mesures qui aident les populations locales à concevoir et à appliquer des mesures correctives dans les zones dégradées où la diversité biologique a été appauvrie (10d)? |   |
| a) non   | x |
| b) certaines mesures en place  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| 143. Votre pays encourage-t-il activement ses pouvoirs publics et son secteur privé à coopérer pour mettre au point des méthodes favorisant l'utilisation durable de la diversité biologique (10e)?              |   |
| a) non   |   |
| b) première étape de mise en oeuvre  | x |
| c) étape avancée de mise en oeuvre   |   |
| d) programme ou politique en place   |   |
| e) analyse de la mise en oeuvre disponible   |   |

**Décision IV/15. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les conventions relatives à la biodiversité**

|   |   |
|---|---|
| 144. Votre pays a-t-il soumis au Secrétariat des informations concernant les impacts du tourisme sur la diversité biologique et les efforts pour le gérer efficacement?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui - rapport national précédent   |   |
| c) oui - études de cas  |   |
| d) oui- autres moyens (précisez ci-dessous)   |   |
| 145. Votre pays a-t-il soumis au Secrétariat des informations sur les activités de la Commission sur le développement durable relatives à la biodiversité (les petits Etats insulaires, les océans, les ressources en eau douce, les schémas de production et de consommation)? |   |
| a) non  | x |
| b) oui - rapport national précédent   |   |
| c) oui- correspondance  |   |
| d) oui- autres moyens (précisez ci-dessous)   |   |

**Décision V/24. L'utilisation durable comme problème multisectoriel**

|  |   |
|--|---|
| 146. Votre pays a-t-il identifié des indicateurs et des mesures d'incitation pour les secteurs applicables à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité ? |   |
| a) non   | x |
| b) évaluation d'indicateurs potentiels en cours  |   |
| c) indicateurs identifiés (Dans l'affirmative, veuillez les décrire ci-dessous)  |   |

|  |   |
|--|---|
| 147. Votre pays a-t-il apporté son aide à d'autres Parties afin de renforcer leurs capacités d'application de pratiques, de programmes et de politiques de développement durable au niveau régional, national et local, en particulier pour lutter contre la pauvreté?                                     |   |
| a) non   | x |
| b) pas pertinent   |   |
| c) dans une moindre mesure   |   |
| d) dans une large mesure (Veuillez donner des détails ci-après)  |   |
| 148. Votre pays a-t-il développé des initiatives afin d'impliquer le secteur privé et les communautés autochtones et locales dans les initiatives entreprises sur le développement durable ainsi que dans les mécanismes qui garantissent que ces populations pourront profiter de l'utilisation durable ? |   |
| a) non   | x |
| b) mécanismes à l'étude  |   |
| c) mécanismes en place(Expliquez)  |   |
| 149. Votre pays a-t-il identifié des domaines de préservation qui pourraient profiter de l'utilisation durable de la diversité biologique, et a-t-il communiqué cette information au Secrétaire exécutif ?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |

**Décision V/25. Diversité biologique et tourisme**

|   |   |
|---|---|
| 150. Votre pays a-t-il basé ses politiques, ses programmes et ses activités dans le domaine du tourisme durable en fonction d'une évaluation des interconnexions entre le tourisme et la diversité biologique ? |   |
| a) non  | x |
| b) dans une moindre mesure  |   |
| c) dans une large mesure  |   |
| 151. Votre pays a-t-il soumis des études de cas au Secrétaire exécutif sur le tourisme afin de donner des exemples de l'utilisation durable de la biodiversité ?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 152. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Initiative internationale de l'écotourisme ?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 153. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Année internationale de la montagne ?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

|   |   |
|---|---|
| 154. Votre pays a-t-il entrepris des activités applicables à la biodiversité et au tourisme afin de soutenir l'Initiative internationale en faveur des récifs coralliens?                     |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 155. Votre pays a-t-il établi des politiques habilitantes et des structures législatives afin de compléter les efforts volontaires afin de mettre en oeuvre efficacement le tourisme durable? |   |
| a) non  | x |
| b) dans une moindre mesure  |   |
| c) dans une large mesure (Expliquez)  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

La politique forestière nationale encourage l'exploitation durable des ressources sur la base des plans d'aménagement. Ceux-ci garantissent la pérennité des ressources exploitées en maintenant les bases de la régénération.

La R.D.C. considère l'écotourisme comme moyen pour générer des ressources financières nécessaires à la réduction de la pauvreté et à la préservation des écosystèmes naturels.

**Article 11 Mesures d'incitation**

|   |   |                |  |                  |   |
|---|---|----------------|--|------------------|---|
| 156. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé  | X | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 157. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes   |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|   |   |                |  | d) Très limitées | X |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |   |                |  |                  |   |
| <p>Les incitations permettent la participation des parties prenantes intéressées dans l'exploitation et la conservation des ressources biologiques. Bien conçues et appliquées, elles peuvent procurer à l'Etat de revenus nécessaires pour financer les actions de développement durable. Elles peuvent par ailleurs constituer des garde-fous susceptibles de permettre à la population d'adopter un comportement responsable, compatible à la gestion rationnelle des ressources de la biodiversité.</p> |   |                |  |                  |   |

|  |   |
|--|---|
| 158. Des programmes sont-ils en place pour identifier et assurer l'adoption de mesures économiquement et socialement rationnelles incitant à conserver et à utiliser durablement les éléments constitutifs de la diversité biologique? |   |
| a) non   | X |
| b) première étape d'établissement  |   |
| c) étape avancée d'établissement   |   |
| d) programmes en place   |   |
| e) analyse de la mise en oeuvre disponible   |   |
| 159. Ces mesures d'incitation et les programmes les identifiant et assurant leur adoption couvrent-ils toutes les activités sectorielles ?   |   |
| a) non   | X |
| b) quelques secteurs   |   |
| c) la plupart des secteurs importants  |   |
| d) tous les secteurs   |   |

**Décision III/18. Mesures d'incitation**

|   |   |
|---|---|
| 160. Votre pays a-t-il examiné les législations et politiques économiques en vigueur afin de recenser les incitations utiles à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et d'en favoriser l'application ?  |   |
| a) non  | X |
| b) examen en cours  |   |
| c) certaines études ont été terminées   |   |
| d) tant que possible  |   |
| 161. Votre pays a-t-il entrepris d'établir des mécanismes et de démarches pour assurer l'incorporation adéquate des valeurs commerciales et non commerciales de la diversité biologique dans les plans, politiques et programmes et autres dispositifs pertinents, tels que, notamment, les systèmes comptables nationaux et les stratégies d'investissement? |   |

|  |   |
|--|---|
| a) non   | x |
| b) Première phase d'identification des mécanismes  |   |
| c) Phase avancée d'identification des mécanismes   |   |
| d) Mécanismes en place   |   |
| e) Analyse de l'impact des mécanismes disponible   |   |
| 162. Votre pays a-t-il mis au point des programmes de formation et de renforcement des capacités afin de donner effet aux mesures d'incitation et de favoriser les initiatives du secteur privé?   |   |
| a) non   | x |
| b) prévu   |   |
| c) quelques-uns  |   |
| d) un grand nombre   |   |
| 163. Votre pays a-t-il intégré la prise en compte de la diversité biologique aux études d'impact, comme première étape dans la voie de la conception et de l'application des mesures d'incitation? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 164. Votre pays a-t-il partagé son expérience en matière de mesures d'incitation avec d'autres Parties contractantes, et a-t-il mis à la disposition du Secrétariat des études de cas?             |   |
| a) non   | x |
| b) oui - rapport national précédent  |   |
| c) oui - études de cas   |   |
| d) oui - autres façons (veuillez donner des détails ci-après)  |   |

**Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]**

|  |   |
|--|---|
| 165. Votre pays entreprend-il activement de concevoir et d'appliquer des mesures d'incitation? |   |
| a) non   |   |
| b) première étape de mise en oeuvre  | x |
| c) étape avancée de mise en oeuvre   |   |
| d) mesures en place  |   |
| e) analyse de la mise en oeuvre disponible   |   |

|   |   |
|---|---|
| 166. Votre pays a-t-il identifié les menaces pour la diversité biologique et les causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique, incluant les acteurs pertinents, comme étape de la formulation des mesures d'incitation? |   |
| a) non  | x |
| b) première étape de mise en oeuvre   |   |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  |   |
| d) mesures en place   |   |
| e) analyse de la mise en oeuvre disponible  |   |
| 167. Les mesures d'incitation en vigueur tiennent-elles compte des aspects économiques, sociaux, culturels et éthiques de la diversité biologique?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 168. Votre pays a-t-il élaboré des cadres juridiques et de politique générale pour la conception et l'application de mesures d'incitation?  |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'établissement   |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |
| d) cadres en place  |   |
| e) analyse de la mise en oeuvre disponible  |   |
| 169. Votre pays mène-t-il des consultations participatives afin de définir des mesures claires et ciblées propres à s'attaquer aux causes profondes de l'appauvrissement de la diversité biologique?  |   |
| a) non  | x |
| b) première étape de mise en oeuvre   |   |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  |   |
| d) processus en place   |   |
| 170. Votre pays a-t-il décelé et envisagé d'éliminer les mesures d'incitation ayant des effets pervers?   |   |
| a) non  | x |
| b) programme de détection en cours  |   |
| c) mesures décelées mais non entièrement neutralisées   |   |
| d) mesures décelées et neutralisées   |   |

**Décision V/15. Mesures d'incitation**

|  |   |
|--|---|
| 171. Votre pays a-t-il examiné les mesures d'incitation préconisées lors du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques?                      |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 172. Votre pays a-t-il exploré les voies et les moyens par lesquels ces mesures d'incitation pourraient soutenir les objectifs de la Convention sur la diversité biologique dans votre pays? |   |
| a) non   | x |
| b) à l'étude   |   |
| c) phase de développement préliminaire   |   |
| d) phase de développement avancé   |   |
| e) informations supplémentaires disponibles  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

L'application de cet article demande que soient inventoriées des mesures existantes et de concevoir d'autres susceptibles d'améliorer la participation des parties prenante dans la gestion des ressources biologiques. De même, les consultations à mener dans le cadre du protocole de Kyoto sur les Changements Climatiques devraient permettre d'explorer les opportunités offertes sur les incitations au plan international.

**Article 12 Recherche et formation**

|   |   |                |  |                  |   |
|---|---|----------------|--|------------------|---|
| 173. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé  | X | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 174. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes   |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|   |   |                |  | d) Très limitées | X |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |   |                |  |                  |   |
| <p>La recherche et formation représentent des voies pertinentes permettant la compréhension des phénomènes dictant le fonctionnement des écosystèmes naturels et la planification de la gestion des ressources. Elles peuvent susciter chez les individus la sensibilité écologique et éthique, les valeurs et attitudes, les compétences et les comportements requis pour promouvoir une utilisation durable des ressources biologiques. Les structures nationales existantes ne permettent pas d'atteindre les objectifs qui peuvent être poursuivis.</p> |   |                |  |                  |   |
| 175. Votre pays a-t-il mis en place des programmes d'éducation et de formation scientifiques et techniques pour identifier et conserver la diversité biologique et en assurer l'utilisation durable (12a)?  |   |                |  |                  |   |
| a) non  |   |                |  |                  | X |
| b) première étape d'établissement   |   |                |  |                  |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |                |  |                  |   |
| d) programmes en place  |   |                |  |                  |   |
| 176. Votre pays a-t-il apporté à d'autres Parties un appui à l'éducation et à la formation aux mesures d'identification, de conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique et de ses éléments constitutifs (12a)?  |   |                |  |                  |   |
| a) non  |   |                |  |                  | X |
| b) oui  |   |                |  |                  |   |
| 177. Votre pays favorise et encourage-t-il la recherche qui contribue à conserver la diversité biologique et à en assurer l'utilisation durable (12b)?  |   |                |  |                  |   |
| a) non  |   |                |  |                  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  |   |                |  |                  | X |
| c) oui - dans une large mesure  |   |                |  |                  |   |
| 178. Votre pays encourage t-il et coopère t-il à l'exploitation des progrès de la recherche scientifique sur la diversité biologique pour mettre au point des méthodes de conservation et d'utilisation durable des ressources biologiques (12c)?   |   |                |  |                  |   |
| a) non  |   |                |  |                  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  |   |                |  |                  | X |
| c) oui - dans une large mesure  |   |                |  |                  |   |

***Si vous êtes une Partie pays développé***

179. Votre pays tient-il compte, dans l'exécution des activités ci-dessus, des besoins particuliers des pays en développement?

|                       |  |
|-----------------------|--|
| a) non                |  |
| b) oui, si pertinents |  |

***Autres observations sur l'application de cet article***

Aucun programme ciblé d'éducation et de formation scientifiques et techniques permettant d'identifier, de conserver et d'assurer l'utilisation durable de la diversité biologique existe. Des programmes sectoriels de niveau universitaire et professionnel se répartissent notamment à travers les domaines de l'agriculture, de la biologie, de la foresterie et de la gestion des ressources naturelles.

La recherche requiert des fonds relativement important qui ne peuvent être obtenus autrement qu'à travers la coopération.

**Article 13 Éducation et sensibilisation du public**

|   |   |                |  |                  |   |
|---|---|----------------|--|------------------|---|
| 180. Quel niveau de priorité votre pays accorde-t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé  | x | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 181. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes   |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|   |   |                |  | d) Très limitées | x |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |   |                |  |                  |   |
| <p align="center">L'insuffisance de l'éducation et de la sensibilisation constituent une des causes de l'exploitation abusive des ressources biologiques. La majorité de la population est inconsciemment ignorante des conséquences qui peuvent résulter de ce type d'exploitation. Les ressources requises (moyens humains, matériels et financiers) paraissent nettement insuffisantes face à l'ampleur de la tâche à accomplir.</p> |   |                |  |                  |   |

|  |   |
|--|---|
| 182. Votre pays favorise et encourage-t-il une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet (13a), en en assurant la promotion par les médias?                   |   |
| a) non   |   |
| b) oui - dans une moindre mesure   | x |
| c) oui - dans une large mesure   |   |
| 183. Votre pays favorise et encourage-t-il une prise de conscience de l'importance de la conservation de la diversité biologique et des mesures nécessaires à cet effet (13a), en incluant ces questions dans les programmes d'enseignement? |   |
| a) non   |   |
| b) oui - dans une moindre mesure   | x |
| c) oui - dans une large mesure   |   |
| 184. Votre pays coopère-t-il avec d'autres États et des organisations internationales pour mettre au point des programmes pertinents d'éducation et de sensibilisation du public (13b)?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui - dans une moindre mesure   |   |
| c) oui - dans une large mesure   |   |

**Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]**

|  |   |
|--|---|
| 185. Les besoins d'éducation et de sensibilisation du public sont-ils couverts dans le plan d'action/stratégie national? |   |
| a) non   |   |
| b) oui - dans une moindre mesure   | x |
| c) oui - dans une large mesure   |   |

|   |   |
|---|---|
| 186. Votre pays a-t-il alloué des ressources suffisantes à l'utilisation stratégique des outils d'éducation et de communication à chaque stade de la formulation, de l'application et de l'évaluation des politiques?   |   |
| a) ressources limitées  | x |
| b) ressources importantes mais pas adéquates  |   |
| c) ressources adéquates   |   |
| 187. Votre pays appuie-t-il les initiatives des grands groupes qui favorisent la participation des parties prenantes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique et qui incluent la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans leurs méthodes et programmes d'éducation? |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 188. Votre pays a-t-il intégré les considérations relatives à la diversité biologique dans les stratégies d'éducation?  |   |
| a) non  |   |
| b) première étape de mise en œuvre  | x |
| c) étape avancée de mise en œuvre   |   |
| d) oui  |   |
| 189. Votre pays a-t-il mis à disposition des études de cas sur l'éducation, la sensibilisation et la participation du public, ou a-t-il essayé de partager les expériences par tout autre moyen?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 190. Votre pays a-t-il illustré et traduit des dispositions de la Convention dans les langues locales afin d'éduquer et de sensibiliser le public sur les secteurs pertinents?  |   |
| a) sans objet   |   |
| b) à faire  | x |
| c) à l'étude  |   |
| d) oui  |   |
| 191. Votre pays appuie-t-il les initiatives locales, nationales, sous-régionales et régionales visant à éduquer et à sensibiliser le public?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| <b>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</b>   |   |
| 192. Lorsqu'il demande de l'assistance par l'intermédiaire du FEM, votre pays a-t-il proposé des projets qui encouragent des mesures permettant l'application de l'Article 13 de la Convention?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

**Décision V/17. Education et sensibilisation du public**

|  |   |
|--|---|
| 193. Votre pays soutient-il le renforcement des capacités sur les plans de l'éducation et de la communication de la diversité biologique comme faisant partie d'un plan d'action/stratégie nationale de biodiversité ? |   |
| a) non   |   |
| b) soutien limité  |   |
| c) oui (Veuillez donner des détails ci-après)  | x |

**Autres observations sur l'application de cet article**

|  |
|--|
| <p>Des pourparlers sont entrepris afin d'intégrer les préoccupations relatives à la gestion des ressources biologiques à tous les niveaux de formation et ce ; de façon graduelle afin de susciter une prise de conscience effective de l'ensemble de la population.</p> <p>Des émissions radiodiffusées et télévisées sont de plus en plus programmées et une émergence des acteurs intéressés se fait de plus en plus croissantes. Les ONG considérées comme des partenaires incontournables dans la mise en œuvre du plan d'action /stratégie nationale de la biodiversité, sont de plus en plus consultées par le Pouvoir Public en vue de la mise en commun des efforts. Néanmoins, il existe un besoin réel de renforcement des capacités dans ce domaine.</p> |
|--|

**Article 14 Évaluation de l'impact afin de minimiser les effets pervers**

|   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 194. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé  | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 195. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes   | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|   |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| Plusieurs projets de développement mis en route l'ont été sans tenir compte des impacts sur l'environnement. Par ailleurs, aucun canevas sur l'évaluation des impacts, et encore moins une réglementation contraignante n'a été élaborée. Il en est de même des personnes devant être appelées à réaliser de telles études. |                                     |                |                          |                  |                                     |
| 196. Une législation est-elle en place pour exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets proposés qui sont susceptibles de nuire à la diversité biologique (14 1a))?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) première étape d'établissement   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) étape avancée d'établissement  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| d) législation en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| e) analyse de mise en oeuvre disponible   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 197. Ces procédures d'évaluation des impacts sur l'environnement permettent-elles la participation du public (14(1a))?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui - dans une moindre mesure  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) oui - dans une large mesure  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 198. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour qu'il soit dûment tenu compte des effets sur l'environnement des programmes et politiques susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique (14(1b))?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| b) première étape d'établissement   |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) étape avancée d'établissement  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| d) entièrement conforme aux connaissances scientifiques actuelles   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |

|   |   |
|---|---|
| 199. Votre pays participe-t-il à des consultations bilatérales, régionales et/ou multilatérales sur des activités susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale (14(1c))?                        |   |
| a) non  | x |
| b) oui - dans une moindre mesure  |   |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 200. Votre pays applique-t-il des accords bilatéraux, régionaux et/ou multilatéraux sur des activités susceptibles de nuire sensiblement à la diversité biologique de zones situées hors des limites de la juridiction nationale (14(1c))?                                    |   |
| a) non  | x |
| b) non, évaluation des options en cours   |   |
| c) certains sont appliqués, d'autres sont en cours  |   |
| b) oui  |   |
| 201. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes pour informer d'autres États dans le cas d'un danger ou d'un dommage imminent ou grave trouvant son origine sous sa juridiction et menaçant la diversité biologique et susceptible de nuire à celle de ces États (14(1d))? |   |
| a) non  | x |
| a) non  |   |
| b) première étape d'établissement   |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |
| e) pas de besoin identifié  |   |
| 202. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes propres à prévenir ce danger ou ce dommage ou à en atténuer les effets(14(1d))?  |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'établissement   |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |
| d) entièrement conforme aux connaissances scientifiques actuelles   |   |
| e) pas de besoin identifié  |   |
| 203. Votre pays a-t-il mis en place des mécanismes d'urgence au cas où des activités ou des événements présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique (14(1e))?  |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'établissement   |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |
| d) mécanismes en place  |   |
| 204. Votre pays a-t-il encouragé la coopération internationale en vue d'établir des plans d'urgence communs pour répondre aux activités ou aux événements qui présenteraient un danger grave ou imminent pour la diversité biologique (14(1e))?                               |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| c) pas de besoin identifié  |   |

**Décision IV/10. Mesures visant à faire appliquer la Convention [en partie]**

|  |   |
|--|---|
| 205. Votre pays a-t-il échangé des informations et partagé l'expérience avec d'autres Parties contractantes concernant l'évaluation d'impact sur l'environnement et les mesures correctives et des programmes d'incitation connexes? |   |
| a) non   | x |
| b) information fournie au Secrétariat  |   |
| c) information fournie aux autres Parties  |   |
| d) information fournie par l'intermédiaire du Centre d'échange national  |   |
| 206. Votre pays a-t-il échangé avec d'autres Parties contractantes des informations sur les mesures et les accords portant sur la responsabilité et la réparation applicables aux dommages infligés à la diversité biologique?       |   |
| a) non   | x |
| b) information fournie au Secrétariat  |   |
| c) information fournie aux autres Parties  |   |
| c) information fournie par l'intermédiaire du Centre d'échange national  |   |

**Décision V/18. Evaluation d'impact, responsabilité et réparation**

|  |   |
|--|---|
| 207. Votre pays a-t-il intégré l'évaluation de l'impact environnemental dans ses programmes thématiques ou dans ceux concernant les espèces exotiques et le tourisme?  |   |
| a) non   | x |
| b) en partie intégrée  |   |
| c) entièrement intégrée  |   |
| 208. Lorsque votre pays entreprend des évaluations d'impacts sur l'environnement, traite-t-il l'appauvrissement de la diversité biologique et les aspects socio-économiques, culturels et humains-sanitaires applicables à celle-ci?               |   |
| a) non   | x |
| b) en partie   |   |
| c) complètement  |   |
| 209. Lorsque votre pays développe des cadres de travail législatifs et réglementaires, met-il en place des mécanismes qui garantissent que considération des problèmes de diversité biologique dès les premières étapes du processus préliminaire? |   |
| a) non   |   |
| b) dans certaines circonstances  | x |
| c) dans toutes les circonstances   |   |
| 210. Votre pays garantit-il l'engagement de tous les intervenants intéressés et concernés dans une approche participative à tous les stades du processus d'évaluation?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui - dans certaines circonstances  |   |
| c) oui - dans tous les cas   |   |

|  |   |
|--|---|
| 211. Votre pays a-t-il organisé des réunions d'experts, des groupes de travail, des séminaires et/ou de la formation, des programmes de sensibilisation et d'éducation du public et des programmes d'échange afin de promouvoir le développement de l'expertise locale au moyen de méthodes, techniques et procédures d'évaluation de l'impact ? |   |
| a) non   | x |
| b) certains programmes mis en place  |   |
| c) de nombreux programmes mis en place   |   |
| d) approche intégrée afin de développer une expertise  |   |
| 212. Votre pays a-t-il mené des projets pilotes d'évaluation environnementale de l'impact afin de soutenir le développement de l'expertise locale au moyen de méthodologies, de techniques et de procédures?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)  |   |
| 213. Votre pays utilise t-il des évaluations stratégiques environnementales afin d'estimer, non seulement l'impact des projets individuels, mais aussi leurs effets mondiaux et cumulatifs, et s'assure t-il que les résultats sont appliqués dans les processus de planification et de décision?  |   |
| a) non   | x |
| b) dans une moindre mesure   |   |
| c) dans une large mesure   |   |
| 214. Votre pays exige t-il l'inclusion du développement de solutions alternatives, de mesures d'atténuation, et une considération de l'élaboration de mesures de compensation en matière d'évaluation environnementale de l'impact?  |   |
| a) non   | x |
| b) dans une moindre mesure   |   |
| c) dans une large mesure   |   |
| 215. Les informations nationales sur les pratiques, systèmes, mécanismes et expériences dans le domaine de l'évaluation stratégique environnementale et de l'évaluation de l'impact sont-elles disponibles?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui (Ajoutez une annexe ou résumez)   |   |

*Autres observations sur l'application de cet article*

La stratégie nationale sur la D.B. produite recommande que soit menée à toute fin utile, des études d'impacts environnementaux en vue de prévenir des effets néfastes des projets de développement sur les ressources biologiques. Ceci devra être appuyé d'une législation conséquente qui garantit la participation du public à la prise de décision.

Une requête de financement a été introduite dans le cadre de la procédure accélérée de financement du FEM en vue de l'évaluation des besoins de renforcement des capacités nécessaires à l'identification des activités susceptibles de nuire à la diversité biologique.

**Article 15 Accès aux ressources génétiques**

|   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 216. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé  | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 217. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes   | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|   |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| <p>Les ressources génétiques de la R.D.C. font l'objet d'une forte sollicitation tant pour les besoins nationaux qu'internationaux. La réglementation en vigueur ne paraît pas appropriée pour assurer le contrôle d'accès et planifier les revenus pouvant résulter de l'exploitation. Au plan international, il n'existe pas encore un programme favorisant l'accès par les autres Parties Contractantes.</p> |                                     |                |                          |                  |                                     |
| 218. Votre pays s'est-il efforcé de créer les conditions propres à faciliter l'accès aux ressources génétiques aux fins d'utilisation écologiquement rationnelle par d'autres Parties contractantes(15(2))?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui - dans une moindre mesure  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) oui - dans une large mesure  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 219. Y a t-il une compréhension mutuelle ou un accord mis en place entre les différents groupes d'intérêts et l'État sur l'accès aux ressources génétiques (15(4))?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| b) oui - dans une moindre mesure  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| c) oui - dans une large mesure  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 220. Votre pays dispose-t-il d'un processus de planification à participation ouverte, ou de tout autre mécanisme pour assurer que l'accès aux ressources génétiques est soumis au consentement préalable en connaissance de cause (15(5))?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) première étape d'établissement   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) étape avancée d'établissement  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| d) processus en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 221. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que toutes recherches scientifiques fondées sur les ressources génétiques fournies par d'autres Parties contractantes soient développées et effectuées avec la pleine participation de ces Parties (15(6))?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |

|   |   |
|---|---|
| 222. Votre pays a-t-il pris de mesures pour assurer le partage juste et équitable des résultats de la recherche et du développement ainsi que des avantages résultant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques avec la Partie contractante qui fournit ces ressources (15(7))? |   |
| a) non  | x |
| b) certaines mesures en place   |   |
| c) mesures potentielles à l'étude   |   |
| d) mesures complètes mises en place   |   |
| Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures  |   |
| a) législatives   |   |
| b) administratives  |   |
| c) de politique générale  |   |

**Décision II/11 et décision III/15. Accès aux ressources génétiques**

|   |   |
|---|---|
| 223. Votre pays a-t-il fourni au Secrétariat des informations sur les législations, les mesures administratives et de politique générale, les processus participatives et les programmes de recherche?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui, dans le rapport national précédent  |   |
| c) oui, dans les études de cas  |   |
| d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)  |   |
| 224. Votre pays a-t-il mis en oeuvre des programmes de renforcement des capacités afin de favoriser l'élaboration et l'application de mesures et de lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion? |   |
| a) non  | x |
| b) quelques-uns   |   |
| c) un grand nombre  |   |
| d) les programmes couvrent tous les besoins identifiés  |   |
| e) pas de besoin identifié  |   |
| 225. Votre pays a-t-il procédé à l'analyse des expériences concernant les mesures et lignes directrices législatives, administratives et d'ordre général relatives à l'accès, y compris les compétences et capacités dans les domaines techniques, commerciaux, juridiques et en matière de gestion?  |   |
| a) non  | x |
| b) analyse en cours   |   |
| c) analyse terminée   |   |
| 226. Votre pays collabore-t-il avec toutes les parties intéressées afin d'explorer, de mettre au point et d'appliquer les lignes directrices et les pratiques qui assurent des avantages mutuels aux fournisseurs et aux utilisateurs de ces mesures d'accès?   |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 227. Votre pays a-t-il recensé les autorités nationales chargées d'accorder l'accès   |   |

|   |   |
|---|---|
| aux ressources génétiques?  |   |
| a) non  | X |
| b) oui  |   |
| 228. Votre pays joue-t-il un rôle actif dans les négociations relatives au remaniement de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture? |   |
| a) non  | X |
| b) oui  |   |

**Décision V/26. Accès aux ressources génétiques**

|  |   |
|--|---|
| 229. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national et une, ou plus d'une autorité nationale compétente responsable des arrangements pour les accès et le partage des ressources ou pour fournir des informations sur ces arrangements?   |   |
| a) non   | X |
| b) oui   |   |
| c) oui, le Secrétaire exécutif en a été informé  |   |
| 230. La stratégie nationale de votre pays en matière de biodiversité et de politique législative ou administrative sur l'accès et le partage des ressources contribue-t-elle aux objectifs de conservation et d'utilisation durable?   |   |
| a) non   |   |
| b) dans une moindre mesure   | X |
| c) dans une large mesure   |   |
| <b>Parties bénéficiaires de ressources génétiques</b>  |   |
| 231. Votre pays a-t-il adopté des mesures administratives ou politiques qui soutiennent les efforts accomplis par les pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux articles 15, 16 et 19 de la Convention?  |   |
| a) non   | X |
| b) autres arrangements prévus  |   |
| c) oui   |   |
| 232. Votre pays coopère-t-il avec d'autres Parties afin de trouver des solutions pratiques et équitables pour soutenir les efforts accomplis par des pays fournisseurs afin d'assurer que l'accès à leurs ressources génétiques est soumis aux Articles 15, 16 et 19 de la Convention, et reconnaît-il la complexité de la question, avec une attention particulière pour la quantité de considérations éclairées précédentes? |   |
| a) non   | X |
| b) oui (veuillez donner des détails ci-après)  |   |
| 233. Dans son développement de sa législation sur l'accès, votre pays a-t-il pris en compte et permis le développement d'un système multilatéral afin de faciliter l'accès et le partage des ressources dans le contexte de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?  |   |
| a) non   | X |
| b) législation à l'étude   |   |
| c) oui   |   |

|   |   |
|---|---|
| 234. Votre pays coordonne t-il ses positions avec la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?  |   |
| a) non  | X |
| b) processus en cours   |   |
| c) oui  |   |
| 235. Votre pays a-t-il fourni des informations au Secrétaire exécutif sur les utilisateurs des institutions, le marché des ressources génétiques, les bénéfices non monétaires, les mécanismes nouveaux ou émergents en matière de partage des ressources, les mesures d'incitation, la clarification de définitions, les systèmes sui generis et les intermédiaires? |   |
| a) non  | X |
| b) quelques informations ont été fournies   |   |
| c) de nombreuses informations ont été fournies  |   |
| 236. Votre pays a t-il soumis au Secrétaire exécutif des informations sur des problèmes particuliers liés au rôle des droits de propriété intellectuelle pour mettre en œuvre l'accès aux arrangements de partage des ressources?   |   |
| a) non  | X |
| b) oui  |   |
| 237. Votre pays a-t-il fourni un renforcement des capacités, un transfert et un développement de technologies afin de maintenir l'utilisation des collections ex situ?  |   |
| a) non  | X |
| b) dans une moindre mesure  |   |
| c) dans une large mesure  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

La législation en vigueur sur l'accès aux ressources ne tient pas encore compte de l'ensemble de ressources biologiques. Hormis l'exploitation de bois d'œuvre, les autres ressources restent d'accès libre pratiquement. Une révision est donc requise afin d'y inclure des dispositions sur l'accès à but commercial et à but scientifique afin de pouvoir gérer, aux bénéfices des populations, les retombées qui peuvent être tirées de l'exploitation et ce ; à juste titre et de façon équitable.

**Article 16 Accès à la technologie et au transfert de technologie**

|   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 238. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé  | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 239. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes   | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|   |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| <p align="center">La gestion durable des ressources biologiques requiert que leur exploitation soit faite suivant une technologie appropriée qui ne porte pas préjudice à la pérennité des ressources. Par ailleurs, des technologies modernes mises au point, notamment en ce qui concerne la gestion des banques de gènes ne sont pas encore implantées dans le pays.</p> |                                     |                |                          |                  |                                     |
| 240. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer ou faciliter à d'autres Parties contractantes l'accès aux technologies pertinentes à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, ou utilisant les ressources génétiques sans causer de dommages sensibles à l'environnement, et le transfert desdites technologies (16(1))?                 |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 241. Votre pays a-t-il connaissance de toutes les initiatives au titre desquelles les technologies pertinentes lui sont transférées à des conditions favorables ou préférentielles (16(2))?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| 242. Votre pays a-t-il pris des mesures pour que soit assuré aux Parties contractantes qui fournissent des ressources génétiques, l'accès à la technologie utilisant ces ressources et le transfert de ladite technologie selon des modalités mutuellement convenues (16(3))?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non  |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) législatives?  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| b) administratives?   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) de politique générale?   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |

|  |   |
|--|---|
| 243. Votre pays a-t-il pris des mesures pour que le secteur privé facilite l'accès à la technologie pertinente, sa mise au point conjointe et son transfert au bénéfice des institutions gouvernementales et du secteur privé des pays en développement (16(4))? |   |
| a) non   | x |
| b) certaines mesures en place  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |
| Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures :   |   |
| a) législatives?   |   |
| b) administratives?  |   |
| c) de politique générale?  |   |
| 244. Votre pays dispose-t-il d'un système national de protection des droits de propriété intellectuelle (16(5))?   |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 245. Dans l'affirmative, ce système couvre-t-il les ressources biologiques (par exemple, les espèces végétales) d'une façon quelconque?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui - dans une moindre mesure   |   |
| c) oui - dans une large mesure   |   |

**Décision III/17. Droits de propriété intellectuelle**

|   |   |
|---|---|
| 246. Votre pays a-t-il réalisé et communiqué au Secrétariat des études de cas sur les impacts des droits de propriété intellectuelle sur la poursuite des objectifs de la Convention? |   |
| a) non  | x |
| b) quelques-unes  |   |
| c) un grand nombre  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

|  |
|--|
| <p align="center">Le système national de protection des droits de propriété intellectuelle ne tient pas encore compte des ressources génétiques.</p> |
|--|

**Article 17 Échange d'informations**

|  |   |                |  |                  |   |
|--|---|----------------|--|------------------|---|
| 247. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé   | X | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 248. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes  |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|  |   |                |  | d) Très limitées | X |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |   |                |  |                  |   |
| <p align="center">La R.D.C. encourage le partage des expériences dans la gestion des ressources entre pays en développement notamment et plus spécialement avec les pays limitrophes pour une gestion concertée des ressources partagées. Malheureusement les moyens requis à cette fin paraissent très limités.</p> |   |                |  |                  |   |

|  |   |
|--|---|
| 249. Votre pays a-t-il pris des mesures pour faciliter l'échange d'informations provenant de sources disponibles (17(1))?  |   |
| a) non   |   |
| b) limité par l'absence de ressources  | X |
| c) certaines mesures en place  |   |
| d) mesures potentielles à l'étude  |   |
| e) mesures complètes mises en place  |   |
| <b>Si vous êtes une Partie pays développé -</b>  |   |
| 250. Ces mesures tiennent-elles compte des besoins particuliers des pays en développement (17(1))?   |   |
| a) non   |   |
| b) oui - dans une moindre mesure   |   |
| c) oui - dans une large mesure   |   |
| 251. Dans l'affirmative, ces mesures incluent-elles toutes les catégories d'information indiquées à l'Article 17(2), notamment les programmes de recherche, de formation et d'analyse technique, scientifique et socio-économique, les connaissances spécialisées, le rapatriement des informations, etc.? |   |
| a) non   |   |
| b) oui - dans une moindre mesure   |   |
| c) oui - dans une large mesure   |   |

**Article 18 Coopération technique et scientifique**

|  |   |                |  |                  |   |
|--|---|----------------|--|------------------|---|
| 252. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |   |                |  |                  |   |
| a) Elevé   | X | b) Moyen       |  | c) Faible        |   |
| 253. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |   |                |  |                  |   |
| a) Bonnes  |   | b) Suffisantes |  | c) Limitées      |   |
|  |   |                |  | d) Très limitées | x |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |   |                |  |                  |   |
| <p>La R.D.C. tient au renforcement des capacités tant humaines que matérielles de gestion de ressources biologiques afin de créer entre autres, une masse critique d'experts nationaux capables de mettre en œuvre la Convention sur la D.B. Des mesures sur la coopération technique et scientifique existantes présente un caractère général sans rapport spécifique sur les ressources biologiques.</p> |   |                |  |                  |   |
| 254. Votre pays a-t-il pris des mesures pour encourager la coopération technique et scientifique internationale dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique (18(1))?   |   |                |  |                  |   |
| a) non   |   |                |  |                  | x |
| b) certaines mesures en place  |   |                |  |                  |   |
| c) mesures potentielles à l'étude  |   |                |  |                  |   |
| d) mesures complètes mises en place  |   |                |  |                  |   |
| 255. Les mesures prises pour encourager la coopération avec d'autres Parties contractantes pour l'application de la Convention accordent-elles une attention particulière au développement et au renforcement des capacités nationales par le biais de la mise en valeur des ressources humaines et du renforcement des institutions (18(2))?  |   |                |  |                  |   |
| a) non   |   |                |  |                  | x |
| b) oui - dans une moindre mesure   |   |                |  |                  |   |
| c) oui - dans une large mesure   |   |                |  |                  |   |
| 256. Votre pays a-t-il encouragé et mis au point des modalités de coopération aux fins de l'élaboration et de l'utilisation de technologies, y compris les technologies autochtones et traditionnelles, conformément aux objectifs de la Convention (18(4))?   |   |                |  |                  |   |
| a) non   |   |                |  |                  | x |
| b) première étape d'établissement  |   |                |  |                  |   |
| c) étape avancée d'établissement   |   |                |  |                  |   |
| d) mécanismes en place   |   |                |  |                  |   |

|   |     |
|---|-----|
| 257. Une telle coopération inclut-elle la formation du personnel et l'échange d'experts (18(4))?  |     |
| a) non  | N/A |
| b) oui - dans une moindre mesure  |     |
| c) oui - dans une large mesure  |     |
| 258. Votre pays a-t-il encouragé l'établissement de programmes de recherche conjoints et de coentreprises pour le développement de technologies en rapport avec les objectifs de la Convention (18(5))? |     |
| a) non  | x   |
| b) oui - dans une moindre mesure  |     |
| c) oui - dans une large mesure  |     |

**Décision II/3, Décision III/4 et Décision IV/2. Centre d'échange**

|  |   |
|--|---|
| 259. Votre pays collabore-t-il à la mise sur pied et à l'exploitation du Centre d'échange?   |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 260. Votre pays aide-t-il à renforcer les capacités nationales par l'échange et la diffusion des expériences et des leçons retenues de la mise en oeuvre de la Convention?                 |   |
| a) non   | x |
| b) oui - dans une moindre mesure   |   |
| c) oui - dans une large mesure   |   |
| 261. Votre pays a-t-il nommé un correspondant national pour le centre d'échange?   |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 262. Votre pays fournit-il des ressources pour la mise sur pied et l'exploitation du Centre d'échange?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui, au niveau national   |   |
| c) oui, au niveau national et international  |   |
| 263. Votre pays facilite-t-il la tenue d'ateliers et autres réunions d'experts et y participe-t-il, afin de faire progresser la mise sur pied du Centre d'échange au niveau international? |   |
| a) non   | x |
| b) participation seulement   |   |
| c) appui et participation à certaines réunions   |   |
| 264. Votre Centre d'échange est-il opérationnel?   |   |
| a) non   |   |
| b) à l'étude   | x |
| c) Dans l'affirmative, donnez des détails  |   |

|   |   |
|---|---|
| 265. Votre Centre d'échange est-il branché sur Internet?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 266. Votre pays a-t-il établi au niveau national un Comité directeur ou un groupe de travail multi-sectoriel et multidisciplinaire? |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |

**Décision V/14. Coopération technique et scientifique et mécanismes du Centre d'échange (Article 18)**

|   |   |
|---|---|
| 267. Votre pays a-t-il examiné les priorités identifiées dans l'Annexe I à la décision et essayé de les mettre en œuvre ? |   |
| a) non  | X |
| b) examiné mais pas mises en oeuvre   |   |
| c) examiné et mises en œuvre si approprié   |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

Le Centre d'échange a été mis sur pied grâce au financement du FEM - Néanmoins sa rentabilisation nécessite un besoin de formation des personnes mandatées à la gestion du système. Le manque de ressources financières ne permet pas l'organisation des ateliers et autres réunions pour faire participer les experts dans la dynamisation de l'exploitation du Centre d'échange.

**Article 19 Gestion de la biotechnologie et répartition de ses avantages**

|   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|---|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 268. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé  | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 269. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes   | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|   |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| <p>La biotechnologie, une fois menée suivant une approche contrôlée et suivie, constitue une technologie propre qui engendre moins d'effets néfastes à l'environnement. Cette technologie reste cependant rudimentaire alors que le pays peut y tirer des avantages à partir des acquis du passé. Aucun inventaire exhaustif de ces biotechnologies n'a été réalisé ; ce qui empêche leur capitalisation et valorisation.</p> |                                     |                |                          |                  |                                     |

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 270. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer la participation effective aux activités de recherche biotechnologique des Parties contractantes qui fournissent les ressources génétiques pour ces activités de recherche (19(1))?  |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   | <input type="checkbox"/>            |
| Dans l'affirmative, s'agit-il de mesures :  |                                     |
| a) législatives?  | <input type="checkbox"/>            |
| b) administratives?   | <input type="checkbox"/>            |
| c) de politique générale?   | <input type="checkbox"/>            |
| 271. Votre pays a-t-il pris toutes les mesures possibles pour encourager et favoriser l'accès prioritaire, sur une base juste et équitable, des Parties contractantes, aux résultats et aux avantages découlant des biotechnologies fondées sur les ressources génétiques fournies par ces (19(2))? |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) certaines mesures en place   | <input type="checkbox"/>            |
| c) mesures potentielles à l'étude   | <input type="checkbox"/>            |
| d) mesures complètes mises en place   | <input type="checkbox"/>            |

**Décision IV/3. Questions relatives à la prévention des risques biotechnologiques.  
 Décision V/1. Plan de travail du Comité intergouvernemental sur le Protocole de  
 Carthagène sur la biosécurité.**

|  |   |
|--|---|
| 272. Votre pays est-il une Partie contractante au Protocole de Carthagène sur la prévention des risques de biotechnologie? |   |
| a) Non-signataire  | x |
| b) signataire, ratification en cours   |   |
| b) instrument de ratification déposé   |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

La R.D.C. a participé au travail sur la prévention des risques biotechniques du protocole de Carthagène sur la biosécurité. Une requête a été formulée en vue d'élaboration d'une stratégie sur la biosécurité mais n'a pas encore abouti.

**Article 20 Ressources financières**

|  |                                     |                |                          |                  |                                     |
|--|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 273. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé   | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 274. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes  | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|  |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| <p>La mise en œuvre et la réalisation des objectifs de la Convention sur la D.B. requiert la disponibilité des ressources financières tant internes qu'externes à travers des avantages et autre appui. Outre le manque de financement approprié, il n'existe pas des avantages financiers réels permettant de mettre en œuvre les activités qui y sont associées.</p>   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| 275. Votre pays a-t-il fourni un appui et des avantages financiers en ce qui concerne les activités nationales tendant à la réalisation des objectifs de la Convention (20(1))?  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non   |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui - avantages financiers seulement  |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) oui - appui financier seulement   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| c) oui - appui financier et avantages financiers   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| Si vous êtes une Partie pays en développement -  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| 276. Votre pays a-t-il fourni des ressources financières nouvelles et additionnelles pour permettre aux Parties qui sont des pays en développement de faire face à la totalité des surcoûts convenus que leur impose la mise en oeuvre des mesures par lesquelles ils s'acquittent des obligations découlant de la Convention, ces surcoûts étant convenus entre vous et le mécanisme de financement intérimaire(20(2))? |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non   |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| <b>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</b>  |                                     |                |                          |                  |                                     |
| 277. Votre pays a-t-il reçu des ressources financières nouvelles et additionnelles vous permettant d'assumer la totalité des surcoûts convenus découlant de l'application de mesures de mise en oeuvre en exécution de vos obligations en regard de la Convention (20(2))?   |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) non   |                                     |                |                          |                  | <input type="checkbox"/>            |
| b) oui   |                                     |                |                          |                  | <input checked="" type="checkbox"/> |

|  |     |
|--|-----|
| <b>Si vous êtes une Partie pays développé -</b>  |     |
| 278. Votre pays a-t-il fourni des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales (20(3))?  |     |
| Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -   |     |
| 279. Votre pays a-t-il utilisé des ressources financières liées à l'application de la Convention, par des voies bilatérales, régionales et multilatérales(20 (3))? |     |
| a) non   | N/A |
| b) oui   | N/A |

**Décision III/6. Ressources financières additionnelles**

|  |   |
|--|---|
| 280. Votre pays veille-t-il à assurer que toutes les institutions de financement (y compris les agences d'assistance bilatérale) s'efforcent de faire en sorte que toutes leurs activités soutiennent davantage la Convention? |   |
| a) non   |   |
| b) oui - dans une moindre mesure   | x |
| c) oui - dans une large mesure   |   |
| 281. Votre pays collabore-t-il à des activités quelconques visant à établir des informations normalisées sur l'appui financier en vue de réaliser les objectifs de la Convention?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui (veuillez joindre des informations)   |   |

**Décision V/11. Ressources financières additionnelles**

|   |   |
|---|---|
| 282. Votre pays a-t-il mis en place un processus afin de superviser le soutien financier à la biodiversité ?                    |   |
| a) non  | x |
| b) procédures ont été établies  |   |
| c) oui (veuillez donner des détails ci-après)   |   |
| 283. Des détails sur le soutien financier que votre pays donne aux activités nationales de biodiversité sont-ils disponibles?   |   |
| a) non  | x |
| b) pas sous un format standard  |   |
| c) oui (veuillez donner des détails ci-après)   |   |
| 284. Des détails sur le soutien financier que votre pays donne à d'autres pays en matière de biodiversité sont-ils disponibles? |   |
| a) pas applicable   | x |
| b) non  |   |
| c) pas sous un format standard  |   |
| d) oui (veuillez donner des détails ci-après)   |   |

|   |   |
|---|---|
| <b>Pays Parties en développement -</b>  |   |
| 285. Votre pays encourage t-il la mise en oeuvre des objectifs de la Convention dans le cadre de sa politique de financement de ses institutions financières bilatérales, régionales, et multilatérales ? |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| <b>Pays Parties en développement -</b>  |   |
| 286. Votre pays dialogue t-il avec les institutions financières afin de discuter des moyens de soutenir la mise en œuvre des objectifs de la Convention ?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 287. Votre pays a-t-il compilé des informations sur le soutien financier supplémentaire apporté par le secteur privé ?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui (veuillez donner des détails ci-après)   |   |
| 288. Votre pays a-t-il pris en considération les exemptions de taxes dans ses systèmes nationaux de taxes en matière de dons liés à la biodiversité ?   |   |
| a) non  |   |
| b) pas approprié au contexte national   | x |
| c) exemptions en cours  |   |
| d) exemptions en place  |   |

*Autres observations sur l'application de cet article*

Les ressources financières très limitées dont dispose le pays ne lui permettent pas d'allouer une partie de celles-ci à la réalisation des activités liées à la mise en œuvre de la Convention sur la D.B.

Des pourparlers sont en cours avec les institutions de coopération bilatérale et multilatérale pour pouvoir renforcer les sources de financement et organiser la structure de coordination et de suivi des activités liées à la Diversité Biologique.

**Article 21 Mécanisme de financement**

|  |                                     |                |                          |                  |                                     |
|--|-------------------------------------|----------------|--------------------------|------------------|-------------------------------------|
| 289. Quel niveau de priorité votre pays accorde t-il à l'application de cet article et aux décisions associées?                |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Elevé   | <input checked="" type="checkbox"/> | b) Moyen       | <input type="checkbox"/> | c) Faible        | <input type="checkbox"/>            |
| 290. Dans quelle mesure les ressources disponibles sont-elles suffisantes pour rencontrer les obligations des recommandations? |                                     |                |                          |                  |                                     |
| a) Bonnes  | <input type="checkbox"/>            | b) Suffisantes | <input type="checkbox"/> | c) Limitées      | <input type="checkbox"/>            |
|  |                                     |                |                          | d) Très limitées | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Autres observations sur le niveau de priorité et la disponibilité des ressources   |                                     |                |                          |                  |                                     |
|  |                                     |                |                          |                  |                                     |

|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 291. Votre pays a-t-il œuvré à renforcer les institutions financières existantes afin de fournir des ressources financières pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique? |                                     |
| a) non  | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui  | <input type="checkbox"/>            |

**Décision III/7. Lignes directrices relatives à l'étude de l'efficacité du mécanisme de financement**

|  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| 292. Votre pays a-t-il fourni des informations sur l'expérience acquise dans le cadre d'activités financées par le mécanisme de financement? |                                     |
| a) non   | <input checked="" type="checkbox"/> |
| b) oui, dans le rapport national précédent   | <input type="checkbox"/>            |
| c) oui, dans les études de cas   | <input type="checkbox"/>            |
| d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)   | <input type="checkbox"/>            |
| a) non   | <input type="checkbox"/>            |

**Autres observations sur l'application de cet article**

|  |
|--|
|  |
|--|

**Article 23 La Conférence des Parties**

|   |       |
|---|-------|
| 293. Combien de participants de votre pays ont assisté à chaque réunion de la Conférence des Parties? |       |
| a) à COP 1 (Nassau)   | trois |
| b) à COP 2 (Jakarta)  | un    |
| b) à COP 3 (Buenos Aires)   | deux  |
| b) à COP 4 (Bratislava)   | deux  |
| b) à COP 5 (Nairobi)  | un    |

**Décision I/6, Décision II/10, Décision III/24 et Décision IV/17. Finances et budget**

|  |   |
|--|---|
| 294. Votre pays a-t-il versé promptement toutes ses contributions au Fonds d'affectation spéciale? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |

**Décision IV/16 (en partie) Préparatifs pour les réunions de la Conférence des Parties**

|  |   |
|--|---|
| 295. Votre pays a-t-il participé à des réunions régionales avant les réunions de la Conférence des Parties?  |   |
| a) non   |   |
| b) oui (veuillez indiquer lesquelles)  | x |
| <b>Si vous êtes une Partie pays développé -</b>  |   |
| 296. Votre pays a-t-il financé des réunions régionales et sous-régionales pour se préparer à la COP, et a-t-il encouragé la participation de pays en développement à de telles réunions? |   |
| a) non   |   |
| b) oui (Veuillez donner des détails ci-après)  |   |

**Décision V/22. Budget pour le programme de travail de l'exercice biennal 2001-2002**

|  |   |
|--|---|
| 297. Votre pays a-t-il payé sa contribution au budget de base (Fonds d'affectation spéciale BY) pour l'année 2001, et ce, avant le 1er janvier 2001? |   |
| a) oui - en avance   |   |
| b) oui - dans les délais indiqués  |   |
| c) non - mais a déjà contribué de façon substantielle  |   |
| d) pas encore payé   | x |
| 298. Votre pays a-t-il volontairement apporté des contributions supplémentaires aux fonds d'affectation spéciale de la Convention?                   |   |
| a) oui - lors de l'exercice biennal 1999-2000  |   |
| b) oui - lors de l'exercice biennal 2001-2002  |   |
| c) prévoit d'en faire lors de l'exercice biennal 2001-2002   | x |
| d) non   |   |

*Autres observations sur l'application de cet article*

**Article 24 Secrétariat**

|   |   |
|---|---|
| 299. Votre pays a-t-il fourni un appui direct au Secrétariat sous forme de personnel détaché, de contribution financière pour des activités du Secrétariat, etc.? |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

**Autres observations sur l'application de cet article**

Aucune demande formelle dans ce sens n'a été formulée à l'endroit du Gouvernement.

**Article 25 Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques**

|   |    |
|---|----|
| 300. Combien de participants de votre pays ont participé à chaque réunion de l'Organe subsidiaire ? |    |
| a) à SBSTTA I (Paris)   | un |
| b) à SBSTTA II (Montréal)   | un |
| b) à SBSTTA III (Montréal)  | un |
| b) à SBSTTA IV (Montréal)   | un |
| b) à SBSTTA V (Montréal)  | un |

**Autres observations sur l'application de cet article**

**Article 26 Rapports**

|   |           |
|---|-----------|
| 301. Quelle est la situation concernant votre premier rapport national? |           |
| a) Non soumis   |           |
| b) Rapport sommaire soumis  |           |
| c) Rapport intérimaire/projet soumis                                    |           |
| d) Rapport final soumis   | x         |
| Si votre réponse est b), c) ou d), votre rapport a-t-il été soumis:     |           |
| Dans les délais initiaux du 1.1.98 (Décision III/9)?                    |           |
| Dans les délais prolongés du 31.12.98 (Décision IV/14)?                 |           |
| A une date ultérieure (Veuillez préciser la date)                       | Juin 1999 |

**Décision IV/14 Rapports nationaux**

|  |   |
|--|---|
| 302. Toutes les parties prenantes ont-elles participé à la préparation du rapport national?  |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 303. Votre pays a-t-il pris des mesures pour assurer que les parties intéressées puissent accéder à son (ses) premier et/ou deuxième rapport(s) national(aux)? |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| Dans l'affirmative, indiquez le moyen :  |   |
| a) diffusion informelle?   |   |
| b) publication du rapport?   | x |
| c) envoi du rapport sur demande?   | x |
| d) affichage du rapport sur Internet?  | x |

**Décision V/19. Rapports nationaux**

|  |   |
|--|---|
| 304. Après avoir obtenu les principes directeurs, votre pays a-t-il volontairement préparé des rapports thématiques détaillés sur un ou plusieurs sujets afin de les étudier en profondeur lors d'une réunion ordinaire des parties? |   |
| a) non   | x |
| b) oui - écosystèmes des forêts  |   |
| c) oui - espèces exotiques   |   |
| d) oui - accès et partage des avantages  |   |

*Autres observations sur l'application de cet article*

**Décision V/6. Approche fondée sur les écosystèmes**

|  |   |
|--|---|
| 305. Votre pays applique t-il l'approche fondée sur les écosystèmes en tenant compte des principes directeurs contenus dans l'annexe à la décision V/6?  |   |
| a) non   |   |
| b) à l'étude   | x |
| c) certains aspects ont été appliqués  |   |
| d) fortement appliqués   |   |
| 306. Votre pays développe t-il des expressions pratiques de l'approche fondée sur les écosystèmes dans ses politiques et législation nationales et la mise en oeuvre d'activités adaptées aux conditions locales, nationales, et régionales, en particulier dans le contexte des activités développées dans les sujets thématiques de la Convention? |   |
| a) non   |   |
| b) à l'étude   | x |
| c) certains aspects ont été appliqués  |   |
| d) fortement appliqués   |   |
| 307. Votre pays a-t-il identifié des études de cas et a-t-il mis en oeuvre des projets pilotes qui démontrent l'approche fondée sur les écosystèmes, en utilisant des ateliers et d'autres mécanismes afin de mettre l'accent sur la sensibilisation et le partage d'expérience?   |   |
| a) non   | x |
| b) études de cas identifiées   |   |
| c) projets pilotes en cours  |   |
| d) tenue/planification d'ateliers  |   |
| e) informations disponibles par l'intermédiaire du Centre d'échange  |   |
| 308. Votre pays renforce t-il ses capacités et fournit-il un soutien financier et technique afin de mettre en oeuvre l'approche fondée sur les écosystèmes?  |   |
| a) non   |   |
| b) oui, dans le pays   | x |
| c) oui, y compris un soutien à d'autres Parties  |   |
| 309. Votre pays a-t-il soutenu la coopération régionale dans l'application de l'approche fondée sur les écosystèmes à l'étranger?  |   |
| a) non   |   |
| b) coopération informelle  |   |
| c) coopération formelle (Veuillez donner des détails ci-après)   | x |

La R.D.C. est partie prenante du projet sur la gestion du massif forestier du Bassin du Congo qui regroupe 6 pays de la sous-région (Gabon, Cameroun, R.C.A., Guinée équatoriale, Congo et R.D.C.). Un plan d'action stratégique (PAS) a été élaboré et ce, dernier encourage une gestion des ressources suivant une approche écosystémique.

**Écosystèmes des eaux intérieures****Décision IV/4. État et évolution de la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures et options possibles pour leur conservation et leur utilisation durable**

|  |   |
|--|---|
| 310. Votre pays a-t-il inclus des informations sur la diversité biologique des zones humides lorsqu'il a communiqué des informations et des rapports à la CDD, et a-t-il envisagé d'inclure dans les réunions des questions liées à la diversité biologique des eaux, pour donner suite aux recommandations de la CDD?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 311. Votre pays a-t-il inclus des considérations relatives à la diversité biologique des eaux intérieures dans ses travaux avec des organisations, des institutions et des conventions intéressant les eaux intérieures?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| <b>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition-</b>   |   |
| 312. Lorsqu'il demande de l'assistance au FEM pour des projets portant sur les écosystèmes des eaux intérieures, votre pays a-t-il donné la priorité aux éléments suivants : inventorier les zones importantes pour la conservation, élaborer et appliquer des plans intégrés pour les bassins hydrographiques, bassins versants et bassins fluviaux, et faire des recherches sur les phénomènes qui contribuent à l'appauvrissement de la diversité biologique? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 313. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail décrit à l'annexe 1 à la décision, et établi les priorités d'action nationale pour la mise en oeuvre du programme?  |   |
| a) non   | x |
| b) à l'étude   |   |
| c) oui   |   |

**Décision V/2. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique des écosystèmes des eaux intérieures  
(application de la décision IV/4)**

|   |   |
|---|---|
| 314. Votre pays soutient-il et/ou participe t-il à l'Initiative intégrée sur les bassins fluviaux ?             |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 315. Votre pays rassemble t-il des informations sur le statut de la diversité biologique des eaux intérieures ? |   |
| a) non  | x |
| b) évaluations en cours   |   |
| c) évaluations terminées  |   |

|  |   |
|--|---|
| 316. Ces informations sont-elles à la disposition des autres Parties?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui - informations fournies dans le rapport national  |   |
| c) oui - informations fournies par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| d) oui - par d'autres moyens (Détaillez ci-après)  |   |
| 317. Votre pays a-t-il développé des plans nationaux et/ou sectoriels pour la conservation et l'utilisation durable des écosystèmes des eaux intérieures ? |   |
| a) non   | x |
| b) oui - plans nationaux seulement   |   |
| c) oui - plans nationaux et secteurs majeurs   |   |
| d) oui - plans nationaux et tous les secteurs  |   |
| 318. Votre pays a-t-il pris des mesures pour renforcer ses capacités afin de développer et mettre en œuvre ces plans ?                                     |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |

**Décision III/21. Relations entre la Convention et la Commission sur le développement durable, et les conventions relatives à la biodiversité**

|   |   |
|---|---|
| 319. Vos stratégies nationales, plans d'actions, et programmes pour la conservation de la diversité biologique intègrent-ils complètement la conservation et l'utilisation durable des zones humides, des espèces migratoires et de leurs habitats. |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

**Observations sur l'application de ces décisions et de ce programme de travail**

|  |
|--|
| <p>Un plan de travail est envisagé dans le cadre de la dynamisation de la mise en œuvre de la Convention. Dans ce cadre, il est prévu de faire lien avec les prescriptions du CDD pour une utilisation rationnelle des ressources biologiques.</p> |
|--|

*Diversité biologique marine et côtière*

**Décision II/10 et Décision IV/5. Conservation et utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière**

|   |   |
|---|---|
| 320. Votre plan d'action/stratégie national encourage-t-il la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière?   |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 321. Votre pays a-t-il établi et/ou renforcé des mécanismes institutionnels, administratifs et législatifs aux fins d'établissement d'une gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers?   |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'établissement   |   |
| c) étape avancée d'établissement  |   |
| d) mécanismes en place  |   |
| 322. Votre pays a-t-il fourni au Secrétaire exécutif avis et informations sur les options futures concernant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine et côtière?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 323. Votre pays a-t-il entrepris des projets de démonstration, et/ou échangé des informations à ce sujet, comme exemples pratiques de gestion intégrée des écosystèmes marins et côtiers?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui, dans le rapport national précédent  |   |
| c) oui, dans les études de cas  |   |
| d) oui, par d'autres moyens (veuillez donner des détails ci-après)  |   |
| 324. Votre pays a-t-il mis en place des programmes pour renforcer et améliorer les connaissances de la structure génétique des populations locales des espèces marines faisant l'objet d'activités d'amélioration et/ou de culture de stocks? |   |
| a) non  | x |
| b) programmes en cours d'établissement  |   |
| c) programmes en cours d'établissement pour certaines espèces   |   |
| d) programmes en cours de mise en oeuvre pour de nombreuses espèces   |   |
| e) pas un problème perceptible  |   |
| 325. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail indiqué dans une annexe à la décision, et identifié les priorités pour la mise en oeuvre du programme au niveau national?  |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) oui  |   |

**Décision V/3. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique marine et côtière(application de la décision IV/5)**

|  |   |
|--|---|
| 326. Votre pays participe t-il au plan de travail sur le blanchiment corallien ?                                   |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| c) pas pertinent   |   |
| 327. Votre pays applique t-il d'autres mesures afin de traiter le problème du blanchiment corallien ?              |   |
| a) non   | x |
| b) oui (veuillez fournir des détails ci-après)   |   |
| c) pas pertinent   |   |
| 328. Votre pays a-t-il soumis au Secrétaire exécutif des études de cas sur le phénomène du blanchiment corallien ? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| c) pas pertinent   |   |

**Autres observations sur l'application de ces décisions et de ce programme de travail**

Aspects à dynamiser dans le cadre du nouveau programme envisagé sur la mise en œuvre effective de la Convention.

*Diversité biologique agricole*

*Décision III/11 et Décision IV/6. Conservation et utilisation durable  
de la diversité biologique agricole.*

|   |   |
|---|---|
| 329. Votre pays a-t-il identifié et évalué les activités en cours et les instruments existants au niveau national?  |   |
| a) non  | x |
| b) première étape d'examen et d'évaluation  |   |
| c) étape avancée d'examen et d'évaluation   |   |
| d) évaluation terminée  |   |
| 330. Votre pays a-t-il identifié les problèmes et les questions prioritaires qui doivent être abordés au niveau national?   |   |
| a) non  | x |
| b) en cours   |   |
| c) oui  |   |
| 331. Votre pays utilise-t-il des méthodes ou des indicateurs quelconques pour surveiller les impacts créés sur la diversité biologique par les projets de développement agricole, et notamment par l'intensification et l'extensification des systèmes de production? |   |
| a) non  | x |
| b) première étape de mise en oeuvre   |   |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  |   |
| d) mécanismes en place  |   |
| 332. Votre pays prend-il des mesures pour partager les expériences relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique agricole?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui - études de cas  |   |
| c) oui - autres mécanismes (veuillez préciser)  |   |
| 333. Votre pays a-t-il mené des études de cas sur les deux premières questions identifiées par le SBSTTA, à savoir les agents de pollinisation, les micro-organismes des sols en agriculture et la gestion intégrée du paysage?                                       |   |
| a) non  | x |
| b) oui- des agents de pollinisation   |   |
| c) oui - des microorganismes des sols   |   |
| d) oui - gestion intégrée du paysage et des systèmes de production  |   |
| 334. Votre pays établit-il ou améliore-t-il des mécanismes pour renforcer la sensibilisation du public et la compréhension de l'importance de l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique?  |   |
| a) non  | x |
| b) première étape de mise en oeuvre   |   |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  |   |
| d) mécanismes en place  |   |

|   |   |
|---|---|
| 335. Votre pays dispose-t-il de stratégies, de programmes et de plans nationaux qui assurent la mise au point et l'application efficace de politiques et de mesures menant à l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique agricole?              |   |
| a) non  | x |
| b) première étape de mise en oeuvre   |   |
| c) étape avancée de mise en oeuvre  |   |
| d) mécanismes en place  |   |
| 336. Votre pays encourage-t-il la transformation de pratiques agricoles non durables en pratiques de production durables adaptées aux conditions biotiques et abiotiques locales?   |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 337. Votre pays encourage-t-il l'application de pratiques agricoles qui non seulement accroissent la productivité, mais arrêtent également la dégradation de la diversité biologique, en plus de la régénérer, la remettre en état, la restaurer et la renforcer? |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 338. Votre pays encourage-t-il l'application de pratiques agricoles qui non seulement accroissent la productivité, mais arrêtent également la dégradation de la diversité biologique, en plus de la régénérer, la remettre en état, la restaurer et la renforcer? |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 339. Votre pays encourage-t-il la mobilisation des communautés agricoles afin de développer, d'entretenir et d'utiliser leurs connaissances et leurs pratiques dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique?                          |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 340. Votre pays collabore-t-il avec d'autres Parties contractantes pour identifier et promouvoir les pratiques agricoles durables et la gestion intégrée du paysage?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

**Décision V/5. Diversité biologique agricole: étude de la phase I du programme de travail et adoption d'un programme de travail pluriannuel**

|   |   |
|---|---|
| 341. Votre pays a-t-il étudié le programme de travail joint en annexe à la décision et a-t-il identifié la façon dont il pourrait collaborer à sa mise en oeuvre?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| 342. Votre pays encourage t-il la coopération régionale et thématique dans le cadre de son programme de travail sur la diversité biologique agricole?   |   |
| a) non  | x |
| b) faible coopération   |   |
| c) large coopération  |   |
| d) coopération importante dans tous les domaines  |   |
| 343. Votre pays fournit-il un soutien financier pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole?  |   |
| a) non  | x |
| b) fonds supplémentaires limités  |   |
| c) fonds supplémentaires importants   |   |
| <b>Si vous êtes une Partie Pays en développement -</b>  |   |
| 344. Votre pays fournit-il un soutien financier pour mettre en œuvre le programme de travail sur la diversité biologique agricole, en particulier, pour le renforcement des capacités et les études de cas dans les pays en développement et les pays à économie en transition? |   |
| a) non  | x |
| b) oui, dans le cadre de programmes de coopération existants  |   |
| c) oui, y compris des fonds supplémentaires limités   |   |
| d) oui, y compris des fonds supplémentaires importants  |   |
| 345. Votre pays a-t-il soutenu des actions afin de sensibiliser le public pour encourager les systèmes de production agricole et fermier durables qui maintiennent la diversité biologique agricole?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui, dans une moindre mesure   | x |
| c) oui, dans une large mesure   |   |
| 346. Votre pays coordonne t-il ses positions avec la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture?  |   |
| a) non  | x |
| b) processus en cours   |   |
| c) oui  |   |
| 347. Votre pays est-il une Partie contractante de la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international?                                     |   |
| a) non-signataire   | x |
| b) signé - ratification en cours  |   |
| c) instrument de ratification déposé  |   |

|  |   |
|--|---|
| 348. Votre pays soutient-il l'application du Secrétaire exécutif de statut d'observateur du Comité sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce?   |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 349. Votre pays collabore t-il avec d'autres Parties en matière de conservation et d'utilisation durable des agents de pollinisation?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |
| 350. Votre pays compile t-il des études de cas et des projets pilotes de mise en œuvre applicable à la conservation et à l'utilisation durable des agents de pollinisation?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui (Veuillez fournir des détails ci-après)   |   |
| 351. Des informations sur des évaluations scientifiques applicable aux technologies restreignant l'utilisation génétique ont-elles été fournies par d'autres Parties contractantes ou par l'intermédiaire de médias tels que le Centre d'échange,?   |   |
| a) pas applicable  |   |
| b) non   | X |
| c) oui - dans le rapport national  |   |
| d) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| e) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)   |   |
| 352. Votre pays a-t-il pensé à traiter les questions génériques sur les technologies telles que celles restreignant l'utilisation génétique selon des approches nationales et internationales d'utilisation sûre et durable du patrimoine génétique?   |   |
| a) non   | X |
| b) oui - à l'étude   |   |
| c) oui - mesures en cours  |   |
| 353. Votre pays a-t-il mené des évaluations scientifiques sur, entre autres, les effets écologiques, sociaux et économiques des technologies restreignant l'utilisation génétique?   |   |
| a) non   | X |
| b) quelques évaluations  |   |
| c) programme majeur d'évaluations  |   |
| 354. Votre pays a-t-il diffusé les résultats d'évaluations scientifiques sur, entre autres, les effets écologiques, sociaux, et économiques des technologies restreignant l'utilisation génétique?   |   |
| a) non   | X |
| b) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| c) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)   |   |
| 355. Votre pays a-t-il identifié les voies et les moyens de traiter les impacts potentiels des technologies restreignant l'utilisation génétique sur la conversation <i>in situ</i> et <i>ex situ</i> et l'utilisation durable, y compris la sécurité alimentaire de la diversité biologique agricole? |   |
| a) non   | X |

|                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| b) certaines mesures identifiées  |  |
| c) mesures potentielles à l'étude |  |
| d) étude complète terminée        |  |

|  |   |
|--|---|
| 356. Votre pays a-t-il évalué s'il y a un besoin de règlements efficaces au niveau national en matière de technologies restreignant l'utilisation génétique afin de garantir la sécurité de la santé humaine, de l'environnement, de l'alimentation, et la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique? |   |
| a) non   | x |
| b) oui - règlements nécessaires  |   |
| c) oui - règlements pas nécessaires (Veuillez fournir des détails ci-après)  |   |
| 357. Votre pays a-t-il développé ou appliqué ces règlements en tenant compte, <u>entre autres</u> , de la nature et des caractéristiques particulières des variétés et des technologies restreignant l'utilisation génétique?  |   |
| a) non   | x |
| b) oui - développées mais pas encore appliquées  |   |
| c) oui - développées et appliquées   |   |
| 358. Les informations sur ces règlements ont-elles été mises à la disposition des Parties contractantes?   |   |
| a) non   | x |
| b) oui - par l'intermédiaire du Centre d'échange   |   |
| c) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)   |   |

**Autres observations sur la mise en oeuvre de ces décisions et programmes de travail**

**Diversité biologique des forêts**

**Décision II/9 et Décision IV/7. Diversité biologique des forêts**

|   |   |
|---|---|
| 359. Votre pays a-t-il inclus des spécialistes de la diversité biologique des forêts dans ses délégations aux réunions du Groupe d'experts intergouvernemental sur les forêts?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| c) pas pertinent  |   |
| 360. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail présenté en annexe à la décision et déterminé de quelle façon il peut contribuer à sa mise en oeuvre?  |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) oui  |   |
| 361. Votre pays a-t-il intégré des considérations relatives à la diversité biologique des forêts dans sa participation et sa collaboration avec des organisations, des institutions et des conventions ayant à faire avec la diversité biologique des forêts? |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une moindre mesure  | x |
| c) oui - dans une large mesure  |   |
| 362. Votre pays accorde-t-il une priorité élevée à l'affectation de ressources aux activités qui contribuent à la réalisation des objectifs de la Convention en matière de diversité biologique des forêts?   |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |
| <b>Si vous êtes une Partie pays en développement ou une Partie à économie en transition -</b>   |   |
| 363. Lorsqu'il demande de l'assistance par l'intermédiaire du FEM, votre pays propose t-il des projets qui favorisent la mise en oeuvre du programme de travail?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui  |   |

**Décision V/4. Rapport d'étape sur la mise en oeuvre du programme de travail sur la diversité biologique des forêts**

|  |   |
|--|---|
| 364. Est-ce que les actions que votre pays entreprend afin de traiter la question de la conservation et de l'utilisation durable des forêts sont conformes à l'approche fondée sur les écosystèmes?  |   |
| a) non   |   |
| b) oui   | x |
| 365. Est-ce que les actions que votre pays entreprend afin de traiter la question de la conservation et de l'utilisation durable des forêts tiennent compte des considérations des résultats de la quatrième session du Forum intergouvernemental sur les forêts ? |   |
| a) non   | x |
| b) oui   |   |

|   |   |
|---|---|
| 366. Votre pays contribuera t-il aux futurs travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 367. Votre pays a-t-il fourni des informations sur la mise en oeuvre de ce programme de travail?  |   |
| a) non  | x |
| b) oui - soumission d'études de cas   |   |
| c) oui - soumission de rapports nationaux thématiques   |   |
| d) oui - autres moyens (Veuillez fournir des détails ci-après)  |   |
| 368. Votre pays a-t-il intégré les programmes nationaux sur les forêts dans ses stratégies de diversité biologique et ses plans d'actions appliquant l'approche fondée sur les écosystèmes et la gestion durable des forêts?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui - dans une large mesure  | x |
| c) oui - dans une moindre mesure  |   |
| 369. Votre pays a-t-il pris des mesures afin d'assurer la participation du secteur forestier, du secteur privé, des communautés autochtones et locales et des organisations non-gouvernementales pour mettre en œuvre le programme de travail?  |   |
| a) non  |   |
| b) oui - certains intervenants  | x |
| c) oui - tous les intervenants  |   |
| 370. Votre pays a-t-il pris des mesures afin de renforcer ses capacités nationales, y compris ses capacités locales, afin de mettre l'accent sur l'efficacité et les fonctions des réseaux de protection des forêts, ainsi que sur les capacités nationales et locales pour appliquer la gestion durable des forêts, y compris leur régénération? |   |
| a) non  |   |
| b) quelques programmes couvrent certains besoins  | x |
| c) de nombreux programmes couvrent certains besoins   |   |
| d) des programmes couvrent tous les besoins évalués   |   |
| e) pas de besoins évalués   |   |
| 371. Votre pays a-t-il pris des mesures pour mettre en œuvre les propositions d'actions du Forum intergouvernemental sur les forêts et le Groupe intergouvernemental sur les forêts sur l'estimation des biens et des services forestiers?  |   |
| a) non  | x |
| b) à l'étude  |   |
| c) mesures prises   |   |

**Diversité biologique des terres arides et semi-arides**

**Décision V/23. Options pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des écosystèmes des terres non irriguées, méditerranéennes, arides, semi-arides, d'herbage et de savane**

|  |   |
|--|---|
| 372. Votre pays a-t-il examiné le programme de travail annexé à la décision et a-t-il identifié la façon de le mettre en œuvre?  |   |
| a) non   | x |
| b) à l'étude   |   |
| c) oui   |   |
| 373. Votre pays soutient-il d'un point de vue scientifique, technique, et financier, au niveau national ou régional, les activités identifiées dans le programme de travail? |   |
| a) non   | x |
| b) dans une moindre mesure   |   |
| c) dans une large mesure   |   |
| 374. Votre pays encourage t-il la coopération entre les pays qui partagent les mêmes biomes afin de procéder à la mise en œuvre régionale et sous-régionale du programme?    |   |
| a) non   |   |
| b) dans une moindre mesure   | x |
| c) dans une large mesure   |   |

**Autres observations sur l'application de ces décisions du programme de travail**

Les terres arides et semi-arides, bien qu'encore de superficies restreintes, sont pris en compte dans le cadre du plan d'action national (PNA) recommandé par la Convention sur la lutte contre la désertification et la sécheresse à laquelle la R.D.C. est partie prenante, spécialement dans son volet sur la dégradation des terres.

**Décision V/20. Opérations de la Convention**

|   |   |
|---|---|
| 375. Lorsque votre pays nomme des experts pour les ajouter à la liste, tient-il compte de l'équilibre des sexes, de l'engagement des populations autochtones et des membres des communautés locales, et de l'éventail de disciplines et d'expertises applicables? |   |
| a) non  |   |
| b) oui  | x |
| 376. Votre pays a-t-il activement participé aux activités régionales et sous-régionales afin de préparer les réunions de la Convention et de renforcer l'application de celle-ci?   |   |
| a) non  |   |
| b) dans une moindre mesure  | x |
| c) dans une large mesure  |   |
| 377. Votre pays a-t-il entrepris une étude des programmes nationaux et des besoins liés à l'application de la Convention et, le cas échéant, en a-t-il informé le Secrétaire exécutif?  |   |
| a) non  | X |
| b) en cours   |   |
| c) oui  |   |

**Tableaux de conclusion**

***Veillez utiliser cette case pour indiquer les activités particulières que votre pays a menées à la SUITE DIRECTE de son nouveau statut de Partie contractante à la Convention, en faisant référence aux questions antérieures, selon qu'il convient:***

- Participation aux conférences des parties et aux réunions de la SBSTTA ;
- Participation aux réunions sous-régionales préparatoires aux COP ;
- Production d'une stratégie nationale de la D.B. assortie d'un plan d'aménagement ;
- Formulation d'une requête en vue de l'évaluation des besoins en renforcement des capacités requises pour la mise en œuvre de la stratégie et plan d'action ;
- Collaboration à l'élaboration d'un Plan d'Action Stratégique (PAS) de gestion durable du massif du bassin du Congo ;
- Mise en œuvre du Centre d'Echange.

***Veillez utiliser cette case pour identifier des initiatives conjointes avec d'autres Parties, en vous reportant aux questions précédentes, si nécessaire:***

- Plan d'Action Stratégique des ressources biologiques des pays partageant le massif du Bassin du Congo.

***Veillez utiliser cette case pour formuler toute autre observation sur les questions portant sur la mise en oeuvre de la Convention à l'échelle nationale***

De manière globale, la mise en œuvre de la Convention reste encore timide en R.D.C. Outre, les besoins en ressources financières qui font cruellement défaut, il existe un besoin en renforcement des capacités humaines et des structures devant être chargées du suivi et de la coordination de la mise en œuvre.

***La formulation de ces questions est basée sur les articles de la Convention et sur les décisions de la Conférence des Parties. Si vous avez eu des difficultés d'interprétation, veuillez nous en informer.***

*Si votre pays a terminé la mise au point de sa stratégie et de son plan d'action national en matière de diversité biologique (SPADB), veuillez donner les informations ci-après:*

|  |  |
|--|--|
| Date d'achèvement:   | <i>Juin 1999</i>   |
| Si le SPADB a été adopté par le gouvernement:                              |  |
| Lequel?  | <i>N/A</i>   |
| A quelle date?   | <i>N/A</i>   |
| Si la SPADB a été publié, veuillez donner les détails ci-après:            |  |
| Titre:   | <i>Stratégie nationale et plan d'action de la biodiversité</i>     |
| Nom et adresse de l'éditeur:   | <i>Ministère des Affaires Foncières, Environnement et Tourisme</i> |
| ISBN:  |  |
| Prix (le cas échéant):   | <i>Dix milles dollars U.S.</i>                                     |
| Autres informations pour les commandes:                                    |  |
| Si le SPADB n'a pas été publié   |  |
| Veuillez indiquer en détails la procédure pour obtenir des exemplaires:    |  |
| Si le SPADB est affiché sur un site web national                           |  |
| Veuillez l'adresse complète du localisateur de ressources uniformes (URL): |  |
| Si le SPADB a été confié à la garde d'une agence d'exécution du FEM        |  |
| Veuillez identifier l'agence:  | <i>P N U D</i>   |

*Veillez donner des détails similaires si vous avez réalisé une étude de la diversité biologique du pays, ou un autre rapport, ou tout autre plan d'action pertinent aux objectifs de la Convention*

N / A

*Veillez donner des détails sur toute instance nationale (tel que le bureau d'audit national) qui a examiné ou qui examinera la mise en oeuvre de la Convention dans votre pays*

Non encore identifié.